

Année académique 2024-2025

MASTER DE SPÉCIALISATION EN ÉTUDES DE GENRE

Greff

Jeanne

**Féminisme et ruralité : formes, pratiques et spécificités d'un
engagement localisé**

Promotrice : Julie Hermesse, UC Louvain

**Déclaration sur l'honneur, mémoires/TFE de la Faculté de philosophie, arts et lettres,
UCLouvain**

Je déclare qu'il s'agit d'un travail original et personnel, que toutes les sources référencées ont été indiquées dans leur totalité et ce, quelle que soit leur provenance, et que l'utilisation des outils d'intelligence artificielle est conforme aux consignes générales d'utilisation publiées par l'UCLouvain et disponible à cette adresse :

<https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-p1/portail/reglement/Consignes-ChatGPT-version-etudiante.pdf?itok=SebXXm87>

Je suis conscient-e que le fait de ne pas citer une source, de ne pas la citer clairement et complètement, de ne pas annoncer dans une partie spécifique en début du mémoire l'utilisation que j'ai faite des outils d'intelligence artificielle ou de les utiliser de manière contraire à ce qui est prévu dans la note institutionnelle constituent des irrégularités graves au regard du [Règlement des études et des examens de l'Université catholique de Louvain](#) (Chapitre 4, section 7, article 107 à 114) au sein de l'Université. J'ai notamment pris connaissance des risques de sanctions académiques et disciplinaires encourues.

Au vu de ce qui précède, je déclare sur l'honneur ne pas avoir commis de plagiat ou toute autre forme de fraude et de n'avoir pas utilisé les outils d'intelligences artificielles en dehors de ce qui est accepté à l'UCLouvain.

Nom, Prénom : Greff, Jeanne

Date : 13/08/2025

Signature de l'étudiant-e :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Greff', with a stylized flourish extending from the end.

Résumé

Ce mémoire analyse les formes que prend l'engagement féministe en milieu rural, à partir d'une enquête qualitative menée auprès d'associations locales. Il met en lumière l'existence d'un "féminisme situé", influencé par les réalités sociales, économiques et géographiques propres aux territoires ruraux. Les actions observées, souvent orientées vers des besoins concrets, s'inscrivent dans une logique pragmatique plus que dans un cadre idéologique revendiqué. L'étude montre que ces pratiques reposent sur l'expérience, la proximité et les réseaux locaux, et qu'elles répondent à des enjeux spécifiques liés à l'isolement, à l'accès aux ressources et à la structuration associative. Le "féminisme situé", tel qu'il est mobilisé ici, renvoie à l'idée que la compréhension des rapports de genre et les formes de mobilisation qui en découlent sont indissociables des contextes dans lesquels elles s'expriment ; il s'agit d'un savoir et d'une pratique ancrés dans un lieu, une histoire et des rapports sociaux spécifiques.

Abstract

This Master's thesis explores the ways in which feminism is practised in rural areas, based on a qualitative study of local associations. It highlights the existence of a 'situated feminism', which is shaped by the specific social, economic and geographical realities of rural areas. The observed actions, which are often oriented towards concrete needs, follow a pragmatic logic rather than an explicitly ideological framework. The study demonstrates that these practices are rooted in experience, proximity, and local networks, addressing specific challenges related to isolation, access to resources, and the organisation of associations. Here, the term 'situated feminism' refers to the idea that understanding gender relations and the forms of mobilisation inspired by them are inseparable from the contexts in which they emerge. It is a concept and practice that is firmly rooted in a specific location, history, and set of social relations.

Mots clés : Féminisme, féminisme situé, ruralités, engagement associatif, savoirs situés, ancrage territorial, inégalités de genre

Sommaire

Introduction	5
Etat de l'art	6
Problématique et méthodologie	8
Tableau des associations	11
Hypothèses et plan	14
I. Être une femme en milieu rural	16
I.1. Partir ou rester : parcours scolaires freinés et emplois genrés	16
I.2. Isolement social et géographique	18
I.3. Violences sexistes et sexuelles : ampleur et spécificités rurales	21
II. Une pluralité d'initiatives face aux inégalités de genre en milieu rural	24
II.1. Typologie des associations rencontrées	24
Des associations spécialisées dans l'accompagnement des victimes de violences	24
Des structures investies dans la prévention et la sensibilisation	25
Des initiatives favorisant le lien social et les espaces de parole	25
Des projets ciblant des publics spécifiques	25
Une diversité de tailles, de ressources et d'implantations	26
II.2. Agir avec peu : stratégies concrètes et mutualisation des ressources	26
II.3. Une vie associative ancrée dans le territoire : s'adapter aux contraintes rurales	29
II.4. L'impact sur la santé mentale : entre épuisement et sens donné à l'engagement	33
III. Un féminisme rural ?	35
III.1. Motivations à l'engagement et pluralité des féminismes	36
III.2. Adapter son vocabulaire : stratégies de langage et usages différenciés du féminisme	40
Un féminisme revendiqué et assumé	40
Un féminisme stratégique : s'adapter aux publics et aux interlocuteur·ices	41
Un féminisme implicite et une présence par les pratiques	43
Un féminisme évité ?	44
III.3. Un féminisme populaire et localisé	44
Conclusion	48
Bibliographie	51
Ouvrages et articles scientifiques	51
Rapports, médias et documents institutionnels	54
Sources médiatiques et podcasts	54
Annexes	55
Carte des territoires ruraux	55
Sièges et permanences des associations rencontrées	55
Tableau des secteurs d'activité dans les milieux ruraux	56
Grille d'entretiens	56

Introduction

En France, l'intérêt politique, médiatique et académique pour les espaces ruraux semble s'intensifier depuis quelques années. L'INSEE a récemment fait évoluer sa définition des territoires ruraux, en la fondant non plus sur un nombre d'habitant·es mais sur la densité de population. Les territoires ruraux sont donc désormais entendus comme les “espaces peu denses et très peu denses” de la grille communale de densité¹ (voir Carte des territoires ruraux en Annexes). Cadre de vie de plus de 30 % de la population française et regroupant 88 % des communes, ces territoires ont vu leurs difficultés économiques, sociales et d'accès aux services mis en lumière notamment lors du mouvement des Gilets Jaunes². Ce soulèvement, né dans des zones périurbaines et rurales, a révélé la centralité de certaines revendications longtemps invisibilisées, touchant à la mobilité, à la précarité et à l'inégalité d'accès aux droits.

Pour autant, les espaces ruraux continuent d'être associés à de nombreux stéréotypes : espaces “en retard”, conservateurs, dépolitisés ou désengagés³. Ils sont aussi l'objet de réappropriations idéologiques dans le cadre de la droitisation actuelle du débat public. Comme le note le sociologue Benoît Coquard : “Les classes populaires rurales sont prises entre deux feux discursifs, qu'elles soient stigmatisées (misérabilisme) ou exaltées (populisme)”⁴. Les transformations sociales, les recompositions politiques ou les formes de mobilisation locale y sont encore trop souvent ignorées.

Ces représentations s'étendent également à la question du genre. Il persiste une idée tenace selon laquelle les campagnes seraient moins avancées en matière d'égalité femmes-hommes, voire figées dans des rapports sociaux de sexe plus “traditionnels”. En parallèle, le champ féministe a longtemps peu investi ces espaces, leur préférant des contextes urbains perçus comme plus propices à l'émancipation. Ce désintérêt tend toutefois à évoluer. Ces dernières années, des initiatives émergent pour faire entendre les voix des femmes rurales, qu'il

¹D'Alessandro Cristina, Levy David, Regnier Théodore, “Une nouvelle définition du rural pour mieux rendre compte des réalités des territoires et de leurs transformations”, La France et ses territoires, Insee, édition 2021.

²Bruneau Ivan, Mischi Julian, Renahy Nicolas. *Les Gilets Jaunes en campagne – une ruralité politique*. Analyse Opinion Critique, 2018.

³Mischi, Julian, et Renahy, Nicolas. “Pour une sociologie politique des mondes ruraux”. *Politix*, vol. 83, no. 3, 2008, p. 9–21.

⁴Coquard Benoît., *Que sait-on des jeunes ruraux ?* Revue de littérature, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.

s'agisse de collectifs, d'associations locales, ou de productions culturelles (podcasts, reportages, articles) qui visibilisent ces trajectoires et ces luttes.

C'est à ces engagements associatifs, profondément ancrés dans le territoire, que ce travail de recherche entend s'intéresser.

Etat de l'art

En sciences sociales, les études sur les espaces ruraux ont longtemps été dominées par le prisme agricole, avec une attention principalement portée à la figure masculine de l'agriculteur. Dans ce cadre, les femmes ont été largement invisibilisées, puis abordées à travers le statut d'"aidante familiale", juridiquement reconnu sous le terme de "conjoint collaborateur" qu'à partir de 1999⁵. Ce statut, bien que central, ne permettait pas de saisir l'ensemble de leurs conditions de vie ni leur rôle dans la reproduction sociale et économique du monde rural. Plus récemment, des recherches ont commencé à interroger autrement la place des femmes dans l'agriculture, en mettant en lumière leur rôle dans les dynamiques d'innovation, de transmission et de transformation des pratiques (Terrisse, 2023 ; Tchékémian, 2014 ; Lemarchant & Seiller, 2021).

Pourtant, les agriculteur·ices ne représentent aujourd'hui qu'une très faible part de la population active, moins de 2 % selon l'Insee⁶. Il n'est donc plus possible de réduire l'analyse des ruralités aux seules problématiques agricoles. En réalité, la majorité des habitant·es des campagnes travaillent désormais dans les secteurs secondaire et tertiaire. Une forte division sexuée du travail s'y maintient : les hommes sont surreprésentés dans les métiers manuels ou techniques (bâtiment, artisanat), tandis que les femmes occupent majoritairement des emplois liés au soin, à l'éducation ou aux services à la personne⁷. Cette segmentation professionnelle, souvent peu valorisée socialement, structure fortement les trajectoires de vie des femmes rurales.

Ce constat renforce l'idée que les ruralités sont multiples. Il est aujourd'hui difficile, voire illusoire, d'en proposer une définition unifiée tant les configurations locales diffèrent : territoires désindustrialisés, zones périurbaines en expansion, campagnes agricoles ou régions

⁵ "Agricultrices à la conquête de leurs droits : un siècle d'histoire", agriculture.gouv, 8 mars 2017.

⁶ "L'emploi en France : Estimations annuelles d'emploi", Insee, décembre 2023.

⁷ DRESS, "Conditions de vie des jeunes femmes en zone rurale : des inégalités par rapport aux hommes ruraux et aux urbaines", juillet 2020.

montagneuses. À ces variations géographiques s'ajoute une diversité des profils sociaux et professionnels des habitant·es.

Face à cette complexité, plusieurs travaux sociologiques se sont penchés d'abord, sur les conditions de vie des hommes⁸, puis des femmes dans le rural, en dehors du cadre strictement agricole. Sophie Renard et Fanny Orange⁹ ont ainsi mis en lumière le rôle structurant des emplois féminisés, en particulier dans les services à la personne, dans l'économie de ces territoires.

D'autres chercheur·ses se sont intéressé·es aux trajectoires des jeunes filles rurales. Yaëlle Amsellem-Mainguy, par exemple, souligne dans ses enquêtes¹⁰ l'importance que celles-ci portent à la réputation, la nécessité de disposer d'un réseau relationnel et les stratégies d'adaptation développées face à l'éloignement des centres urbains et à la raréfaction des services publics. En creux, une question revient : pourquoi tant de jeunes femmes choisissent-elles malgré tout de rester dans ces territoires ? C'est l'un des axes de réflexion de Perrine Agnoux¹¹, qui explore les formes d'ancrage, d'attachement local et de résilience face à ces contraintes structurelles.

Sur le plan institutionnel, le rapport du Sénat publié en 2021¹² a permis de poser des mots sur des inégalités structurelles bien connues localement mais rarement documentées nationalement : isolement, invisibilisation sociale, précarité économique, violences sexistes et sexuelles. Le chiffre souvent avancé selon lequel 47 % des féminicides auraient lieu en dehors des grandes agglomérations¹³ témoigne de la gravité des enjeux pour les femmes rurales. Margaux Boisgontier, dans son travail sur les violences conjugales dans les campagnes¹⁴, en analyse les spécificités : l'enclavement géographique, la dépendance

⁸Renahy, Nicolas, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, 2005.

⁹Orange, Sophie et Renard, Fanny, "Des femmes qui tiennent la campagne", Paris, La Dispute, 2022.

¹⁰Amsellem-Mainguy, Yaëlle, *Les filles du coin, Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, 2021.

¹¹Agnoux, Perrine, "Du côté de chez soi. L'entrée dans la vie adulte des femmes de classes populaires dans les espaces ruraux", 2022.

¹²Rapport du Sénat : "Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité" - rapport du Sénat, 14 octobre 2021.

¹³*Ibid.*

¹⁴Boisgontier, Margaux, *Violences conjugales en campagnes : spécificités et encadrement institutionnel. Études de cas dans les départements de l'Orne et de la Manche (Normandie). Géographie*. 2022.

économique, les effets de l'interconnaissance dans de petits territoires et les difficultés à mettre en œuvre des dispositifs d'aide.

Malgré leur participation ponctuelle à des enquêtes publiques ou à des campagnes de sensibilisation, les femmes rurales restent en grande partie absentes des recherches féministes. Peu de travaux ont interrogé les modalités concrètes de l'émancipation dans ces espaces, ni la manière dont les revendications féministes peuvent y être formulées, adaptées ou appropriées localement. Rose-Marie Lagrave, dans un article publié en 2021¹⁵, dénonçait déjà ces "oubliées de la recherche et du féminisme" en parlant des agricultrices, une remarque qui pourrait s'étendre au-delà du monde agricole.

Enfin, les dynamiques associatives rurales récentes demeurent peu étudiées en sociologie. Quelques travaux ont montré que les campagnes comptent proportionnellement plus de créations associatives que les villes¹⁶. Mais ces structures, souvent de petite taille, interviennent en réponse directe à l'effacement de l'État social et jouent un rôle de suppléance dans des domaines aussi variés que l'action sociale, la culture ou la protection de l'environnement. Leur fonctionnement, leurs ressources limitées et leur ancrage local en font des acteurs clés pour comprendre les formes d'engagement¹⁷, notamment en faveur de l'égalité de genre, dans les ruralités.

Problématique et méthodologie

C'est dans ce contexte que s'inscrit cette recherche, qui entend aborder une problématique sociologique à l'intersection du genre, de la ruralité et des mouvements sociaux. L'objectif est d'interroger la manière dont des associations ou initiatives rurales, locales, souvent informelles ou peu dotées, travaillent avec et pour les droits des femmes, et dans quelle mesure elles mobilisent (explicitement ou non) des concepts, stratégies ou revendications féministes.

¹⁵Lagrave, R.-M., Propos recueillis par Lemarchant, C. et Seiller, P. (2021). Retour sur les "agricultrices" : des oubliées de la recherche et du féminisme. *Travail, genre et sociétés*, 45(1), 31-38.

¹⁶Vaillant, Christian, "Le dynamisme associatif en milieu rural, exemple du plateau de Millevaches". Dans RECMA (2012/1 N° 323).

¹⁷Mallon Isabelle, Gucher Catherine. Vieillesse des espaces ruraux et engagements politique et social. *Journées d'études "L'âge et le pouvoir en question"*, Sep 2007, Paris, France. pp.105-118.

La question centrale est donc la suivante : **Comment le féminisme se recompose-t-il dans les espaces ruraux à travers des initiatives locales, et en quoi ces formes d'engagement témoignent-elles d'une forme de "féminisme situé" adapté à des contextes socialement et géographiquement spécifiques ?**

Ma recherche se concentre sur des initiatives associatives créées pour les habitant·es des territoires ruraux. Elles ne se revendiquent pas toujours explicitement féministes, mais interviennent auprès d'un public féminin ou minorisé, avec des finalités émancipatrices, sociales, éducatives ou politiques. Certaines évoquent des motivations féministes (égalité, sororité, lutte contre les violences, *empowerment*¹⁸), d'autres restent sur des actions concrètes sans référence idéologique explicite. Ce flou revendicatif, loin de constituer un obstacle, permet au contraire d'interroger la diversité des formes d'émancipation, et d'ouvrir la réflexion sur ce que peut être un "féminisme situé" c'est-à-dire ancré dans des réalités rurales concrètes. Il invite à penser le féminisme non comme une catégorie figée, mais comme un ensemble de pratiques et de discours ajustés à un environnement social, politique et territorial spécifique. Dans cette optique, j'ai fait le choix méthodologique de ne pas mobiliser directement le terme de "féminisme" lors de mes prises de contact ou de mes entretiens. Je me suis présentée comme enquêtant sur des associations œuvrant pour les droits des femmes en milieu rural. Ce choix visait à ne pas projeter d'emblée un cadre militant ou idéologique sur les structures interrogées, et à laisser émerger librement, dans les discours recueillis, ce qui relève, ou non, d'un engagement féministe.

Ma démarche vise aussi à "visibiliser les invisibilisé·es de la recherche". Comme le soulignait Rose-Marie Lagrave à propos des agricultrices, les femmes rurales ont longtemps été les grandes oubliées du champ féministe et de la sociologie. Dans un pays aussi centralisé que la France, les regards universitaires, médiatiques ou militants ont souvent privilégié les centres urbains. Cela vaut aussi pour les mobilisations féministes : les grandes figures ou collectifs urbains, les actions spectaculaires, manifestations d'ampleur ou *happenings* bénéficient d'une large couverture, au détriment d'initiatives plus discrètes mais tout aussi

¹⁸«Aux États-Unis, le mouvement des femmes battues qui émerge au début des années 1970 semble avoir été parmi les premiers à utiliser ce terme pour décrire le processus d'acquisition d'une 'conscience sociale' ou 'conscience critique' permettant aux femmes de développer un 'pouvoir intérieur', d'acquérir des capacités d'action à la fois personnelles et collectives, et de s'inscrire dans une perspective de changement social", dans Bacqué, M.-H. et Biewener, C. "*L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ?*" *Idées économiques et sociales*, 173(3), 25-32, 2013.

significatives. À travers ce mémoire, je souhaite rendre compte de la vitalité militante des campagnes, de l'inventivité des formes d'engagement, et de la manière dont des collectifs ruraux s'emparent, à leur façon, des enjeux d'égalité.

Sur le plan empirique, cette recherche repose sur une enquête qualitative fondée sur onze entretiens semi-directifs, réalisés à distance entre janvier et juin 2025. Les personnes interrogées sont des fondatrices, membres ou salariées d'associations situées dans divers territoires ruraux de la France métropolitaine. Les structures rencontrées présentent une grande diversité de statuts (associations militantes, structures conventionnées, collectifs de terrain), de tailles (allant de quelques bénévoles à plusieurs salarié·es), de moyens et d'ancrages locaux. Certaines s'inscrivent dans des réseaux institutionnels nationaux (comme les CIDFF, le Planning familial ou les CIVAM), d'autres sont issues d'initiatives locales, souvent militantes ou informelles.

Cette diversité permet d'identifier des logiques transversales tout en respectant les spécificités locales. Néanmoins, je tiens à rappeler que ce corpus ne prétend ni à l'exhaustivité, ni à la représentativité. Il s'agit d'un échantillon limité, construit à partir des possibilités concrètes de terrain, dans un cadre temporel limité. La France d'outre-mer, par exemple, n'a pas pu être incluse, bien que de nombreuses problématiques similaires s'y posent (isolement géographique, violences systémiques, sous-dotation en services publics...)¹⁹.

La construction de ce terrain s'est faite de manière progressive et exploratoire. Une partie des structures a été identifiée par réseau ou bouche-à-oreille : plusieurs associations m'ont recommandé d'autres collectifs, avec lesquels elles collaborent ou partagent des valeurs communes. Pour le reste, j'ai effectué des recherches en ligne (moteurs de recherche, réseaux sociaux comme Instagram ou Facebook) et consulté la presse locale ou les agendas militants. Cette méthode m'a permis d'accéder à des structures parfois peu visibles numériquement mais bien implantées sur leur territoire.

¹⁹«La lutte contre les violences faites aux femmes dans les outre-mer : un enjeu d'égalité», Rapport d'information du Sénat n°362 (2019-2020), déposé le 3 mars 2020.

Tableau des associations

Nom de l'association	Date de création	Objectifs et actions	Siège et lieux d'intervention
CMSEA (Dispositif Espoir)	1950 (Espoir : 1975)	Accompagnement, prévention des violences conjugales, lieu d'accueil, d'écoute, d'orientation Interventions sociales en commissariat et gendarmerie	Siège à Metz ; permanences à Sarrebourg, Forbach, Sarralbe et villages en Moselle-Est
RURA	2016	Agis pour l'égalité des chances des jeunes ruraux ; accompagnement, plaidoyer	Siège à Paris ; actions sur tout le territoire rural français
Planning Familial de Rodez	1963	Défense des droits sexuels, lutte contre les violences, les discriminations, éducation à la sexualité	Locaux à Rodez, Millau, Saint-Affrique ; actions dans l'Aveyron
Parole de femmes 81	2005	Accueil des femmes victimes de violences ; écoute, hébergement, accompagnement	Siège à Gaillac ; permanences délocalisées
Relais ruraux de l'égalité (AMRF)	2022	Former des sentinelles, relais dans les espaces ruraux au sein des conseils municipaux pour repérer et accompagner	Réseau déployé dans plusieurs milliers de communes rurales

		les personnes victimes de violences, d'inégalités	
Les Affolés de la Frange (LAF)	2017	Lutte contre les oppressions (capitalisme, patriarcat et impérialisme), événements LGBTQIA+, anti-raciste, volonté de créer du lien social	Siège à Limoges ; interventions en Nouvelle-Aquitaine ; permanence hebdo
CIVAM 44	Non précisé	Soutenir un développement rural durable, entraide entre agriculteur·rices et ruraux, lutter contre les inégalités	Siège en Loire-Atlantique (Saffré) ; actions sur le département
CIDFF Aisne	2023	Promouvoir l'autonomie choisie des femmes, l'égalité entre les genres et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles	Accueils à Soissons et Guise ; actions dans tout le département de l'Aisne
Femmes Toutes Debout	2021	Sensibilisation (écoles, événements), mobilisation locale autour des droits des femmes, créer du lien social	Machecoul-Saint-Même (Loire-Atlantique)
L'Échappée Belle	2019	Lutte contre les violences : écoute, information, orientation	Bureaux à Marcillac (Aveyron), territoire Conques-Marcillac

		Créer des espaces de rencontre, de discussion, de sensibilisation	
Les Costaudes	2023	Actions féministes rurales, groupes de parole, événements, lien social	Monts d'Ambazac (Haute-Vienne, Limousin)

Carte des sièges et permanences des associations (voir Annexes)

Cette enquête s'inscrit dans une posture réflexive, essentielle en sociologie qualitative et particulièrement dans une démarche inspirée par l'épistémologie féministe. Mon positionnement social en tant que jeune femme blanche, cisgenre, hétérosexuelle, issue du milieu rural a façonné à la fois le choix de mon objet de recherche, mes modalités d'accès au terrain, ainsi que la manière dont j'ai mené les entretiens et interprété les discours recueillis.

C'est en effet parce que je suis née et ai grandi à la campagne que j'ai porté attention à des trajectoires souvent peu visibles dans l'espace médiatique ou académique. Mon parcours personnel m'a permis d'aborder ce sujet avec une certaine proximité, parfois facilitatrice dans les échanges. Mon origine rurale a pu créer une forme de confiance implicite avec certaines enquêtées, notamment lorsque les associations évoquaient des difficultés liées à l'isolement, aux représentations négatives ou à l'autocensure dans les espaces ruraux.

Cependant, cette proximité est aussi porteuse de biais potentiels, et nécessite un travail constant de distanciation critique. Mon expérience, mes convictions féministes, mon statut d'étudiante en sciences sociales, tout comme ma relative mobilité sociale et géographique, influencent inévitablement ma manière d'analyser les paroles recueillies. Ce point de vue subjectif et situé²⁰, pour reprendre notamment les travaux de Dorothy Smith, Nancy Hartsock ou Sandra Harding, constitue une ressource méthodologique lorsqu'il est reconnu comme tel, et non dissimulé sous une prétendue objectivité.

²⁰Hartsock Nancy, "The Feminist Standpoint: developing the ground for a specifically feminist historical materialism", in *Discovering reality: Feminist Perspectives on Epistemology, Metaphysics, Methodology, and Philosophy of Science*, 1983.

Ainsi, ce mémoire ne vise pas à parler “au nom” des femmes rurales, mais à rendre visibles des initiatives et des pratiques peu mises en valeur, en tenant compte de la complexité des rapports sociaux (de genre, de classe, de territoire) dans lesquels elles s’inscrivent. C’est à partir de ma propre inscription dans ces rapports que j’ai construit ce travail, en assumant les limites inhérentes à toute démarche située.

Hypothèses et plan

Ce travail repose sur deux hypothèses principales. La première est que les associations implantées en milieu rural développent des modalités d’action, d’organisation, de financement et de fonctionnement spécifiques, façonnées par les contraintes territoriales, les dynamiques sociales locales et les ressources disponibles. La seconde est qu’il existerait un féminisme rural et populaire, distinct des formes plus visibles de féminisme urbain ou académique, un féminisme davantage ancré dans le concret que dans l’idéologie, porté par des femmes issues des classes populaires ou vivant dans des contextes d’isolement. Ces deux hypothèses se répondent et prennent racine dans des lectures théoriques qui ont orienté ma problématique.

La première source d’inspiration est l’ouvrage de la politologue Fatima Ouassak, *Pour une écologie pirate*²¹. Elle y défend l’idée d’une écologie populaire, pensée depuis les quartiers populaires et les marges urbaines, dans une logique d’appropriation locale et concrète des enjeux écologiques. Elle critique la manière dont l’écologie a pu être monopolisée par des classes moyennes et supérieures, dotées de capital culturel, économique et de temps disponible, et insiste au contraire sur la nécessité pour les populations les plus précaires de s’en emparer pour améliorer leur quotidien, que ce soit à travers les menus des cantines scolaires, des jardins partagés, ou des aménagements de proximité. L’auteurice montre ainsi que l’action locale, enracinée dans des préoccupations pratiques, peut constituer une forme d’engagement politique à part entière. En lisant cet essai, j’ai été amenée à me demander s’il n’existait pas un féminisme populaire de même nature : situé, quotidien, enraciné dans les réalités sociales des femmes concernées, y compris dans les espaces ruraux.

La deuxième lecture déterminante est celle de l’article de la géographe Marie-Lise Semblat, intitulé “L’émergence du ‘féminisme territorial’ : développement local et pratiques collectives

²¹Ouassak, Fatima, *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, Paris, La Découverte, 2023, 198 p.

de femmes rurales.”²² Elle y propose le concept de “féminisme territorial” pour désigner les pratiques collectives de femmes, notamment en milieu rural européen ou canadien francophone, qui articulent l’émancipation féminine aux dynamiques locales de développement. Loin des formes institutionnelles ou étatiques du féminisme, ces groupes mettent en œuvre des actions qui valorisent le développement endogène, l’ancrage local, les alternatives au modèle économique dominant, et une pédagogie située du genre. Ce féminisme ne se limite pas à l’égalité formelle, mais cherche à transformer les conditions d’existence à partir du territoire.

Dans la lignée de ce travail, j’ai choisi d’utiliser le terme de féminisme rural, afin d’insister davantage sur l’ancrage dans les territoires dits “périphériques” et sur les spécificités de la ruralité elle-même, encore peu explorées dans les études de genre. Là où le “féminisme territorial” de Semblat est pensé dans une perspective de développement, je cherche ici à saisir des pratiques féministes locales, situées, émergeant au croisement de la ruralité, de l’isolement géographique, et des conditions sociales populaires dans lesquelles vivent les femmes concernées.

C’est donc l’hypothèse d’un “féminisme situé”, à la fois spatialement (en milieu rural) et socialement (au sein des classes populaires), que je défends dans cette recherche. Il ne s’agit pas de définir une nouvelle étiquette ou un courant homogène, mais d’interroger la manière dont des pratiques d’émancipation, de solidarité et de lutte contre les inégalités de genre s’inventent à partir du territoire, parfois sans dire leur nom.

Le mémoire s’organise en trois grandes parties. La première s’attache à comprendre les conditions de vie des femmes en milieu rural, en mettant en lumière les inégalités de genre spécifiques à ces territoires, qu’il s’agisse d’accès aux soins, à l’emploi, à la mobilité ou aux structures d’aide. La deuxième est centrée sur les initiatives associatives rencontrées : elle analyse leurs objectifs, leurs moyens, leurs stratégies, et les contraintes auxquelles elles doivent faire face, en soulignant les spécificités de l’engagement rural. Enfin, la troisième partie interroge la manière dont le féminisme est mobilisé, adapté ou contourné par ces associations : elle explore les discours tenus, les pratiques revendiquées ou implicites, et les formes de reformulation ou de réinvention du féminisme qui émergent dans les marges rurales.

²²Semblat, Marie-Lise, “L’émergence du “féminisme territorial”. Développement local et pratiques collectives de femmes rurales”, 2015, Revue Économie et Solidarités.

I. Être une femme en milieu rural

Loin d'être des espaces figés ou caricaturaux, les campagnes ne constituent ni des enclaves imperméables aux enjeux d'égalité femmes-hommes, ni des territoires où les inégalités seraient automatiquement plus exacerbées qu'ailleurs. Ce sont avant tout des contextes hétérogènes, où les rapports de genre se construisent au croisement de facteurs sociaux, économiques et géographiques. Si les recherches sur la question restent encore relativement rares, elles tendent à se développer, portées notamment par les travaux d'Isabelle Clair²³, de Yaëlle Amsellem-Mainguy²⁴ ou encore de Perrine Agnoux²⁵, qui contribuent à légitimer les espaces ruraux comme des objets d'étude à part entière dans l'analyse des normes de genre. Il s'agira ici d'identifier les principales dynamiques à l'œuvre dans ces territoires en matière de socialisation différenciée et de normes genrées ainsi que de comprendre comment ces processus prennent forme dans des environnements ruraux aux caractéristiques spécifiques.

I.1. Partir ou rester : parcours scolaires freinés et emplois genrés

La situation des jeunes filles vivant en milieu rural met en lumière un enchevêtrement de logiques sociales, territoriales et de genre. Loin d'être anecdotique, cette question concerne une part importante de la population française : selon l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), les femmes rurales représentent environ 32 % des femmes du pays et plus de la moitié des habitant·es des territoires ruraux²⁶. Pourtant, leurs trajectoires restent largement invisibilisées, en particulier celles des plus jeunes.

Dans les zones rurales, les jeunes femmes sont statistiquement moins nombreuses que les jeunes hommes. Ce déséquilibre démographique s'explique en partie par une dynamique de départ : dès la fin du secondaire, les filles quittent davantage leur territoire d'origine que les garçons, souvent pour poursuivre des études ou accéder à un premier emploi²⁷. Mais cette

²³Clair, Isabelle, *S'insulter entre filles : Ethnographie d'une pratique polysémique en milieu populaire et rural*, 2018.

²⁴Amsellem-Mainguy, Yaëlle, *Les filles du coin, Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, 2021.

²⁵Agnoux, Perrine, "Du côté de chez soi. L'entrée dans la vie adulte des femmes de classes populaires dans les espaces ruraux", 2022.

²⁶Site de L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires : Ruralité.

²⁷Amsellem-Mainguy, Yaëlle, *Les filles du coin, Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, 2021.

mobilité est ambivalente. Si certaines partent, d'autres restent, par choix ou contrainte. C'est à ces "filles du coin" que Yaëlle Amsellem-Mainguy consacre une grande partie de ses recherches²⁸ : elle souligne que rester ne signifie pas absence de mobilité, mais plutôt une mobilité "obligée" (transport scolaire, longues distances pour le travail ou les courses), non choisie et peu valorisée. Par ailleurs, des normes de genre influencent cette mobilité : les jeunes filles sont souvent freinées dans l'acquisition d'un véhicule personnel (deux-roues ou voiture), sous prétexte de danger ou d'incapacité supposée, là où les garçons y sont davantage encouragés.

À ces inégalités objectives s'ajoute une relégation symbolique : "c'est autour des "garçons" que se construisent les normes juvéniles"²⁹. Les filles rurales, comme le souligne le rapport du Sénat³⁰, sont peu visibles dans les politiques publiques ou les discours des élu·es : perçues comme plus "scolaires", plus dociles, moins bruyantes que leurs homologues masculins, elles ne font pas l'objet d'une attention spécifique. Invisibles parce "qu'elles ne posent pas de problème", elles restent pourtant confrontées à des difficultés structurelles, souvent minimisées ou naturalisées.

Leurs conditions de loisirs, de sociabilité et d'autonomie sont restreintes. Les espaces publics sont largement appropriés par les garçons, les équipements sportifs ou culturels sont peu accessibles et les filles se retrouvent souvent confinées dans des pratiques intérieures ou informelles, moins reconnues. Cela participe à un sentiment d'isolement, mais aussi à une forme de désaffiliation sociale, renforcée par l'absence de lieux de parole ou de reconnaissance de leurs vécus.

Pour celles qui restent, les opportunités scolaires et professionnelles sont limitées. L'offre de formation dans les campagnes est souvent réduite, peu diversifiée et surtout très genrée. Les filles rurales sont massivement orientées vers des filières du soin ou de l'accompagnement (petite enfance, aide à la personne, santé), quand les garçons sont dirigés vers les métiers du bâtiment, de l'agriculture ou de la mécanique. Cette spécialisation précoce entraîne une série de freins cumulés : moindre confiance en soi, manque de références féminines dans certains secteurs, autocensure face à la difficulté d'accéder à des formations

²⁸Amsellem-Mainguy, Yaëlle, *Les filles du coin, Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, 2021.

²⁹*Ibid.*

³⁰Rapport du Sénat : "Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité" - rapport du Sénat, 14 octobre 2021.

éloignées ou peu connues, ou encore faible accompagnement dans les choix d'orientation³¹. Les aspirations professionnelles des filles rurales sont ainsi souvent revues à la baisse, dans un contexte où les opportunités locales sont rares et peu qualifiantes. Ces différents éléments sont soulignés lors de mes entretiens : *“Les problématiques qu'on identifie le plus pour les jeunes filles rurales c'est le manque de modèles de représentation, le manque d'accès à des opportunités, parce qu'éloignées, pareil, des grands centres urbains. Donc beaucoup d'autocensure également. Et la question des stéréotypes de genre, également, ce qui les empêche parfois de s'orienter vers des filières soit ambitieuses, soit dites masculines.”*

Sur le marché du travail, ces trajectoires se traduisent par une insertion dans des emplois à la fois précaires, féminisés et faiblement rémunérés. De nombreuses femmes en milieu rural occupent des postes à temps partiel, souvent subis, dans le secteur médico-social, l'aide à domicile ou l'éducation. Le secteur médico-social concentre par exemple près de 20 % des emplois féminins ruraux³², avec des horaires atypiques, peu de valorisation, et des possibilités d'évolution très limitées.

Cette faible mixité professionnelle s'accompagne d'un écart persistant entre les hommes et les femmes en matière de conditions d'emploi. Dans les zones peu denses, les femmes connaissent un taux de chômage plus élevé, une surreprésentation dans le travail à temps partiel, et une exposition accrue à la précarité économique³³. Autrement dit, les inégalités de genre présentes dans toute la société sont amplifiées dans les espaces ruraux par la structure même du tissu économique local.

Ainsi, le choix, ou non, de quitter son territoire structure profondément les trajectoires des jeunes filles rurales. Il ne s'agit pas seulement d'un arbitrage individuel, mais du produit d'un ensemble d'inégalités sociales, scolaires, territoriales et genrées. Les jeunes femmes rurales, en particulier celles issues des classes populaires, vivent à l'intersection de plusieurs rapports de domination, qui restreignent leurs marges de manœuvre et contribuent à maintenir, voire à renforcer, leur précarité et leur invisibilité.

I.2. Isolement social et géographique

³¹Lemêtre, Claire et Orange, Sophie, *Les ambitions scolaires et sociales des lycéens ruraux*, Savoir/Agir, septembre 2016.

³²Observatoire des territoires de l'ANCT, mars 2021.

³³Rapport du Sénat : “Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité”, 14 octobre 2021.

L'une des spécificités majeures des parcours féminins en milieu rural réside dans les formes d'isolement social qu'elles peuvent connaître dès la jeunesse. Statistiquement, les jeunes filles rurales sont plus souvent en couple et cohabitent plus tôt que les garçons ou que les jeunes femmes urbaines³⁴. Ces formes précoces de vie conjugale s'accompagnent fréquemment d'une maternité anticipée, comme l'a montré Benoît Coquard dans *Ceux qui restent*. Dans ses enquêtes, il observe que nombre de jeunes femmes devenues mères avant l'âge médian national (28 ans) s'ancrent très tôt dans des rôles familiaux³⁵. Loin d'être simplement un choix de vie, ces trajectoires sont aussi le produit de contraintes sociales et géographiques.

À travers cette mise en couple rapide, certaines femmes se trouvent reléguées dans des sphères domestiques et perdent en autonomie. Dans de nombreux cas, ces femmes quittent leur commune d'origine pour suivre leur conjoint, sans bénéficier en retour d'un réseau de soutien ou d'espaces de socialisation indépendants. Elles deviennent alors des "pièces rapportées"³⁶ dans des groupes d'amis dominés par les hommes, parfois sans beaucoup d'autres relations sociales. Dans ces espaces, les formes de sociabilité masculine reposent souvent sur des lieux d'entre-soi³⁷ viril : clubs sportifs (notamment de football), espaces de travail fortement genrés. Ces sphères renforcent la visibilité des hommes dans l'espace public local, et par ricochet, la mise à l'écart symbolique et pratique des femmes, y compris dans le cadre domestique. Nicolas Renahy soulignait déjà en 2005 que dans certains contextes ruraux, le foyer devient l'unique espace de sociabilité pour certaines femmes (leur chambre, leur appartement, les enfants, leur fratrie), dans des milieux où les opportunités de liens entre femmes sont rares³⁸.

Cette relégation est accentuée par une plus grande fragilité économique, particulièrement marquée chez les femmes. Perrine Agnoux note que dans les milieux ruraux, les hommes bénéficient plus souvent d'une stabilité professionnelle, leurs compétences étant davantage reconnues et valorisées sur un marché de l'emploi local dominé par les secteurs

³⁴*Ibid.*

³⁵Coquard, Benoît, *Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2022.

³⁶*Ibid.*

³⁷ "La notion d'entre-soi désigne le regroupement de personnes aux caractéristiques communes, que ce soit dans un quartier, une assemblée politique, ou encore un lieu culturel. Elle sous-entend l'exclusion, plus ou moins active et consciente, des autres", dans Tissot, S. "Entre soi et les autres". *Actes de la recherche en sciences sociales*, 204(4), 4-9, 2014.

³⁸Renahy, Nicolas, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, 2005.

traditionnellement masculins³⁹. Les femmes, elles, restent cantonnées à des emplois précaires, à temps partiel ou faiblement rémunérés dans le secteur du soin ou du service à la personne.

L'absence de services de garde accessibles vient aggraver cette situation. Faute de solutions pour faire garder leurs enfants à proximité et à coût raisonnable, ce sont majoritairement les femmes qui adaptent leur vie professionnelle, réduisent leurs horaires ou se retirent temporairement de l'emploi⁴⁰.

À cela s'ajoute une inégalité profonde dans l'accès à la mobilité, condition essentielle à l'autonomie. Comme évoqué plus haut, dans les espaces ruraux, la voiture est le principal voire l'unique mode de déplacement possible. Or, l'accès au permis de conduire et à un véhicule est différent selon le genre. De plus, tandis que les hommes réalisent majoritairement des trajets directs domicile-travail, les femmes effectuent ce que les urbanistes appellent une "mobilité en étoile" : une succession de trajets souvent courts mais nombreux, vers les écoles, les commerces, les proches, les services⁴¹. Ces trajets multiples, généralement effectués sur des temps contraints et avec des moyens limités, sont rarement pris en compte par les politiques de mobilité. Les réseaux de transport public, quand ils existent, sont rarement adaptés à ces usages. Cela alourdit la charge mentale⁴² liée à la gestion des mobilités, et renforce leur dépendance. Lors de plusieurs entretiens cette réalité est mise en avant : *"Quand on n'a pas de mobilité, trouver un boulot, c'est compliqué. Quitter un domicile, c'est compliqué. Avoir accès aux soins, c'est compliqué. Avoir accès à ses droits, mais des droits basiques, aller à la CAF, aller à des rendez-vous, etc., c'est hyper compliqué."*

Enfin, l'éloignement des services publics (justice, santé, droit, accompagnement social) rend les démarches longues, coûteuses et parfois décourageantes. La méconnaissance des droits, le manque d'information, ou simplement la fatigue accumulée face aux procédures sont autant

³⁹Agnoux, Perrine. *La précarité, une norme imposée aux jeunes femmes des classes populaires rurales*. Nouvelle Revue du travail, 2023.

⁴⁰Rapport du Centre Hubertine Auclert : "Femmes et ruralités : pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les territoires ruraux franciliens", 2019.

⁴¹"La mobilité des femmes" Revue de littérature : Forum Vies Mobiles, Octobre 2022.

⁴²"La charge mentale concerne le travail d'organisation et de gestion de l'ensemble des activités essentielles à la vie domestique d'une famille, au quotidien et sur le moyen terme. Elle rend possible le maintien en vie du groupe familial. Et pour cela elle relie dans son effectuation les sphères sociales entre elles", dans "La charge mentale, son émergence et ses transformations, un cadre conceptuel d'analyse", Monique Haicault, Colloque "Récits de la charge mentale des femmes", organisé par le Paris Centre for Narrative Matters, Université de Paris, 27 et 28 mai 2021.

de freins au recours aux aides disponibles. Dans ce contexte, certaines femmes renoncent à demander de l'aide, ou ne savent même pas qu'elles y ont droit.

Le manque d'accès aux services de santé en milieu rural, et en particulier à des professionnel·les formé·es et disponibles, peut avoir des conséquences graves. L'extrait suivant, issu d'un entretien, illustre la manière dont l'absence de continuité dans les soins et l'isolement géographique peut profondément entraver un parcours d'IVG :

“Enfin, c'est arrivé par exemple en février dernier pendant les vacances. La sage-femme qui fait une permanence par semaine à cet endroit-là, elle avait pris deux semaines de vacances. Donc, elle ne pouvait pas lui prescrire la prise de sang pour faire le test de bêta-CG. Et comme elle ne peut pas faire de prise de sang, du coup, pour avoir le rendez-vous pour la radio, les IVG, pour prendre tous les rendez-vous, c'est compliqué. Et puis, de toute façon, pas de moyens de transport. Aucune personne ressource sur le... Enfin, voilà. Elle, elle a eu un tel stress que ça s'est terminé par une fausse couche.”

Ce retrait des institutions publiques des territoires ruraux renforce les inégalités. Là où les ressources sont rares, les femmes paient le prix fort de l'éloignement, de la précarité et des normes sociales genrées. Ces effets se conjuguent pour produire une relégation sociale, spatiale et symbolique, particulièrement marquée pour les femmes issues des classes populaires. Il convient toutefois de nuancer cette analyse : ces dynamiques sont fortement conditionnées par le milieu social, et toutes les femmes rurales ne vivent pas ces situations.

I.3. Violences sexistes et sexuelles : ampleur et spécificités rurales

Les violences sexistes et sexuelles touchent les femmes sur tout le territoire français, mais leur impact, leur visibilité et leur traitement varient fortement selon les contextes géographiques. En milieu rural, ces violences prennent des formes particulières, souvent plus silencieuses, plus durables, et plus difficiles à dénoncer.

Les chiffres sont éloquentes : près de la moitié des féminicides recensés chaque année en France survient dans des territoires ruraux, alors que ces derniers ne regroupent qu'un tiers de la population⁴³. Si l'on considère que les trois quarts des bassins de vie français sont ruraux, on mesure combien ces espaces concentrent des formes spécifiques de vulnérabilité pour les

⁴³Rapport du Sénat : “Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité”, 14 octobre 2021.

femmes. La violence conjugale en zone rurale ne se distingue pas par sa nature, mais par les conditions dans lesquelles elle s'exerce et se maintient. Plusieurs enquêtes de terrain, notamment celles menées par Margaux Boisgontier⁴⁴, ont mis en évidence un faisceau de facteurs qui rendent les femmes plus exposées et moins protégées dans ces territoires.

En premier lieu, l'isolement social et géographique constitue un obstacle majeur à la détection, la dénonciation et la prise en charge des violences. Vivre loin d'un centre urbain, dans un village ou sur une exploitation agricole, c'est souvent être éloignée des structures d'accueil, des services sociaux, des commissariats, des professionnels formés. Quand il faut parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour déposer plainte ou accéder à un hébergement d'urgence, cela peut décourager ou rendre impossible toute démarche. La dépendance à un véhicule, le coût de l'essence, l'absence de transports en commun adaptés, ou simplement l'impossibilité de s'absenter sans être vue rendent les actes de sortie de la violence plus compliqués qu'ailleurs. Ainsi, l'impossibilité matérielle de fuir s'ajoute à l'emprise psychologique, comme en témoigne une salariée : *“C'est la question de la précarité économique. Il y en a beaucoup qui travaillent pas. Alors, moi, j'ai eu quelques femmes qui approchaient la soixantaine qui avaient été toute leur vie victime et où le mec, à un moment donné, il décide qu'il va la quitter parce qu'elle n'est plus bonne à rien et à 60 ou 55 ans, tu n'as jamais bossé de ta vie et après ça, tu perds tout, quoi.”*

Par ailleurs, les femmes victimes peuvent se retrouver socialement encerclées. Dans des villages de quelques centaines d'habitants, “tout le monde se connaît”. Cette interconnaissance, déjà soulevée par Marcel Maget⁴⁵ ou encore Henri Mendras⁴⁶, peut parfois être un levier de solidarité mais se transforme ici en facteur de contrôle social. Lors d'un entretien une personne m'évoque le cas d'une jeune femme victime de violences au sein de son couple : *“Ici, elle ne pourra pas continuer parce qu'il y a le frère, le cousin, la tante, tu vois. Il faut qu'elle parte. Il y a aussi le poids de la proximité, quand tout le monde se connaît, ça joue.”* On constate à quel point le manque d'anonymat entrave la parole, empêche la discrétion nécessaire pour entreprendre des démarches et alimente la peur du regard d'autrui,

⁴⁴Boisgontier, Margaux. *Violences conjugales en campagnes : spécificités et encadrement institutionnel*. Études de cas dans les départements de l'Orne et de la Manche (Normandie). Géographie. 2022.

⁴⁵Marcel Maget, *Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques*, Paris, Éditions de la Sorbonne, coll. “Tirés à part”, 2022, 43 p.

⁴⁶Mendras Henri. “L'étude comparée du changement dans les sociétés rurales françaises”. In: *Revue française de sociologie*, 1965, numéro spécial. Les transformations des sociétés rurales françaises. Orientations de recherches. pp. 16-32.

du jugement ou de la stigmatisation. Nombre de femmes craignent de “faire des histoires”, d’être exclues, ou de mettre en péril leur place dans la communauté.

Cette difficulté est d’autant plus marquée que les rôles genrés sont fortement internalisés. Le repli sur le foyer, les trajectoires conjugales précoces et la charge mentale peut renforcer une vision de l’amour et du couple perçue comme central dans la vie des femmes⁴⁷. Remettre en cause cette organisation, ou même reconnaître la violence, peut alors apparaître comme une remise en cause de soi-même. Le poids des injonctions genrées et la peur du regard des autres contribuent à l’intériorisation des violences et rendent la perspective de rupture d’autant plus douloureuse et coûteuse.

Certaines situations sociales renforcent encore cette vulnérabilité. C’est notamment le cas des femmes vivant ou travaillant dans des exploitations agricoles⁴⁸. Souvent économiquement dépendantes de leur conjoint, elles sont enchaînées à un lieu qui concentre tout : logement, travail, enfants, ressources, réseau de sociabilité. Sortir d’une telle situation nécessite non seulement un soutien extérieur, mais aussi un processus de rupture d’autant plus complexe qu’il implique une reconstruction totale de la vie personnelle et professionnelle.

Par ailleurs, les ressources associatives et institutionnelles sont souvent insuffisantes pour répondre à ces situations. Le maillage territorial est inégal et beaucoup de structures manquent de moyens pour intervenir efficacement en zone rurale. Certaines femmes ne savent même pas qu’elles peuvent bénéficier d’une aide juridique, d’un accompagnement social ou d’un hébergement d’urgence. Le non-recours aux droits est massif, souvent lié à un manque d’information, de relais locaux ou de confiance dans les institutions⁴⁹.

Même lorsque des dispositifs existent, ils se heurtent à des limites concrètes : structures saturées, éloignées, inaccessibles sans véhicule, ou incapables d’accueillir des femmes avec enfants. L’absence de solutions de relogement pérennes compromet la sortie de la violence. Partir, dans ces conditions, ne suffit pas : il faut pouvoir rester à l’abri, se reconstruire, trouver un emploi, un logement... autant d’étapes qui se complexifient dans des dispositifs de

⁴⁷Boisgontier, Margaux. *Violences conjugales en campagnes : spécificités et encadrement institutionnel*. Études de cas dans les départements de l’Orne et de la Manche (Normandie). Géographie. 2022.

⁴⁸Rapport du Sénat : “Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l’égalité”, 14 octobre 2021.

⁴⁹Rapport du Sénat : “Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l’égalité”, 14 octobre 2021.

solidarité encore trop fragiles. Lors d'un entretien une salariée résume ces différents éléments en une phrase : *“Il y a tellement de freins. Tu vois, quand tu es à X [village rural], que tu n'as pas de moyens de transport, que tu n'as pas de salaire, que tu as des enfants en bas âge, déjà, tout de suite, tu te dis, laisse tomber”*.

II. Une pluralité d'initiatives face aux inégalités de genre en milieu rural

Les collectifs rencontrés au cours de cette recherche témoignent d'une grande diversité de formes organisationnelles, d'objectifs et de modes d'action. Si leurs structures, leurs ressources et leurs degrés d'institutionnalisation varient, elles partagent toutes une volonté d'agir concrètement pour améliorer les conditions de vie des femmes en milieu rural. Elles doivent composer avec les contraintes spécifiques de ces territoires (isolement, manque de services, faibles moyens financiers) et adaptent leurs actions à ces réalités. Dans cette partie, je propose une typologie synthétique des initiatives rencontrées, en croisant leurs objectifs prioritaires, leurs modalités d'action, leurs publics cibles et leurs ancrages territoriaux. Puis, j'évoque les différentes stratégies d'adaptation qu'ont dû adopter ces associations pour faire face aux obstacles et défis de l'associatif en milieu rural.

II.1. Typologie des associations rencontrées

Cette recherche repose sur onze entretiens semi-directifs. Dix ont été menés avec des membres ou fondatrices d'associations, et un avec une élue locale engagée dans un dispositif institutionnel, les Relais ruraux de l'égalité (ERRE). Ce programme, initié en 2022 par l'Association des maires ruraux de France (AMRF) en partenariat avec la Fédération nationale Solidarité Femmes (FNSF), vise à implanter des référent·es égalité dans les conseils municipaux de communes rurales, formé·es pour accompagner les femmes victimes de violences et favoriser une meilleure articulation locale entre associations, élus et services publics. Il incarne l'une des rares politiques publiques pensées spécifiquement pour lutter contre les violences en milieu rural et illustre le rôle croissant joué par les élu·es ruraux dans la prise en charge de ces problématiques de genre.

Des associations spécialisées dans l'accompagnement des victimes de violences

Cinq associations rencontrées consacrent la majorité de leurs ressources à la prise en charge des violences conjugales et intrafamiliales. Le CMSEA, via son dispositif Espoir, offre un accompagnement global aux femmes (hébergement, accès aux soins, soutien psychologique et juridique). Le Planning Familial de Rodez, Parole de Femmes 81, Femmes Toutes Debout

et le CIDFF de l'Aisne partagent une approche similaire, avec un focus particulier de ce dernier sur l'orientation juridique et sociale, l'écoute et l'accompagnement de terrain. Ces structures sont souvent les premiers relais d'alerte dans des territoires où les services spécialisés sont peu nombreux ou éloignés.

Des structures investies dans la prévention et la sensibilisation

Six associations (Planning Familial de Rodez, Parole de Femmes 81, CIDFF de l'Aisne, Femmes Toutes Debout, L'Échappée Belle, CMSEA) mettent en œuvre des actions de prévention en milieu scolaire, éducatif ou institutionnel. Ces interventions visent à sensibiliser les jeunes aux questions de consentement, de violences sexistes, d'égalité femmes-hommes et d'éducation affective et sexuelle. Certaines, comme le CMSEA, travaillent aussi avec la police ou la gendarmerie locale, pour former les agent-es à l'accueil des victimes.

Des initiatives favorisant le lien social et les espaces de parole

Cinq associations (Les Affolé·e·s de la Frange (LAF), Femmes Toutes Debout, L'Échappée Belle, Les Costaudes et dans une certaine mesure Rura) ont développé des projets spécifiquement axés autour de la création de lien social, l'organisation de temps festifs ou culturels, et la mise en place de groupes de parole. Ces actions répondent à un besoin souvent évoqué dans les entretiens : rompre l'isolement, créer de nouveaux espaces de sociabilité féminine ou féministe dans des territoires marqués par la domination des réseaux masculins.

Des projets ciblant des publics spécifiques

Deux structures ont développé des approches ciblées. L'association Rura a créé des programmes pour intervenir spécifiquement auprès des jeunes filles rurales dans le but de renforcer leur confiance en elles, leur capacité d'expression publique et leur accès à des "modèles" féminins. Elle propose des ateliers d'empowerment, de sensibilisation et de prise de parole. De son côté, le CIVAM de Loire-Atlantique, rattaché au réseau national CIVAM, accompagne plus spécifiquement les agricultrices à travers des groupes de parole en non-mixité, des formations et une sensibilisation au sexisme dans le monde agricole. Cette action s'inscrit dans une tradition d'éducation populaire agricole mais en y intégrant une dimension genrée encore peu visible dans ce secteur.

Une diversité de tailles, de ressources et d'implantations

Certaines structures rencontrées sont solidement implantées à l'échelle nationale, comme le CIDFF, les Planning Familial, ou le réseau CIVAM. Elles disposent souvent d'une meilleure reconnaissance institutionnelle et de moyens humains plus importants. À l'inverse, d'autres sont de petites initiatives locales, animées majoritairement par des bénévoles et disposant de peu de ressources (Les Costaudes, Femmes Toutes Debout, LAF). Cette diversité d'échelle coexiste avec une grande complémentarité dans les missions : les petites associations jouent souvent un rôle de premier accueil ou de détection de besoins, tandis que les structures plus implantées peuvent assurer un soutien technique, une mise en réseau, ou des formations. Certaines, comme Parole de Femmes 81 ou L'Échappée Belle, sont intégrées au réseau FNSF, ce qui leur permet de mutualiser des ressources ou des outils d'intervention.

II.2. Agir avec peu : stratégies concrètes et mutualisation des ressources

Un des constats récurrents dans les entretiens menés concerne la fragilité structurelle des associations rurales engagées sur les questions de genre. Derrière une forte implication des membres, souvent bénévoles, ces structures composent au quotidien avec un manque de ressources humaines, des financements insuffisants et une charge de travail importante. Ces limites ne sont pas nouvelles. Elles renvoient à ce que plusieurs travaux en sociologie ont déjà souligné : la tension entre la professionnalisation croissante du monde associatif et la réalité du terrain, notamment en zone rurale, où l'engagement repose encore très largement sur le bénévolat⁵⁰.

Toutes les structures interrogées reçoivent une part de financement public, mais ces aides sont souvent éclatées, temporaires, conditionnées, ce qui freine la stabilisation des activités. Certaines bénéficient de subventions pluriannuelles, d'autres doivent renouveler chaque année des demandes de financement complexes pour des montants modestes. Plusieurs personnes interrogées évoquent la dépendance vis-à-vis des élu·es locaux, dont les choix politiques influencent l'octroi des aides. Cela crée un climat d'incertitude constant :

“Il y en a certains, je peux le voir dans leur regard, dans leur manière de sourire, cette façade et je ressens qu'en fait on n'est pas leur meilleur partenaire parce que politiquement on dérange un peu. Mais ce n'est pas partout pareil, il y

⁵⁰Vaillant, Christian. “Le dynamisme associatif en milieu rural, exemple du plateau de Millevaches.” *Revue internationale de l'économie sociale*, numéro 323, janvier 2012, p. 16–23.

a des gens de la préfecture qui nous soutiennent. Le vent peut tourner, c'est toujours pareil, on ne sait pas comment les institutions vont changer, politiquement parlant...”

Les conséquences concrètes de cette instabilité sont nombreuses. Difficile pour une association de se projeter ou de planifier si elle ne sait pas si elle pourra payer ses salarié·es l'année suivante :

“C'est vrai qu'on aimerait bien avoir plus d'argent public. La Comcom, elle nous finance cette année 3 000 euros, et c'est vachement mieux que ce que c'était, et vraiment, on a commencé à 1 000, là c'est 3 000, et encore 3 000 parce que c'est pour des salarié·es et ils nous ont vraiment dit qu'ils reconnaissent la valeur de notre travail, et donc, pour nous, c'est génial, on est content, mais ça reste des bouts de ficelle, quoi. Donc là, on sait aujourd'hui que jusqu'à fin 2026, on peut payer des salaires, après, on ne sait pas, on verra bien... mais sauf que sans salarié·es, l'asso aujourd'hui, elle ne tourne plus, et on a développé vachement de choses...”

Au-delà des montants, les démarches administratives nécessaires à l'obtention des subventions sont souvent lourdes et chronophages, d'autant plus quand l'équipe est réduite :

“On envoie des courriers à 130 communes en début d'année, il y en a qui nous donnent 5 euros, il y en a qui nous donnent 200, 300, selon leur taille, selon leurs moyens. Il y a des communes de 200 habitants qui nous demandent de faire des dossiers CERFA pour nous donner 50 balles derrière, vous vous rendez bien compte que c'est une bêtise, vous vous rendez bien compte que je vais perdre du temps, je vais perdre une heure et demie de travail sur ce dossier.”

Ces témoignages rappellent l'analyse développée par Jean-François Ayats⁵¹ : l'appel à projet, devenu modèle dominant du financement public, fragilise le tissu associatif, pousse à l'individualisation des démarches et affaiblit les logiques collectives qui faisaient historiquement la force de l'éducation populaire.

⁵¹Ayats, J.-F. “Les grands réseaux associatifs face aux mutations du monde rural”. Pour, 201(2), 84-91, 2009.

À cela s'ajoute une pénurie de bénévoles et de salarié·es⁵². Le vieillissement démographique des zones rurales, la dispersion géographique des habitant·es, les contraintes professionnelles ou familiales limitent les possibilités d'engagement durable. Plusieurs responsables soulignent que le manque de forces vives rend la gestion associative d'autant plus difficile, malgré un investissement personnel souvent très fort.

Face à ces difficultés, plusieurs associations développent des formes de mutualisation, notamment autour des locaux, des formations ou de l'organisation d'événements communs. Cette mise en réseau prend des formes variées mais repose souvent sur une logique d'entraide :

“On s'entraide beaucoup. On intervient souvent aux mêmes endroits. Par exemple, quand il y a des événements autour de la lutte contre des discriminations, souvent, on est invités ensemble. Et puis, de toute façon, c'est des copines. Quand on a besoin de locaux dans d'autres villages aussi ou des choses comme ça, on s'entraide, ou pour se former, participer à des actions ensemble...”

Certaines structures bénéficient de réseaux formalisés qui permettent un partage d'expériences et de ressources. Mais même en dehors de ces cadres, les échanges entre associations locales contribuent à la continuité des actions :

“Alors déjà, moi, je travaille beaucoup avec les autres associations de la région parce que déjà, moi, je suis convaincue que c'est en travaillant en réseau qu'on y arrive mieux, qu'on gagne du temps aussi. (...) C'est un gain de temps parce que du coup, au lieu de chercher par moi-même pendant trois jours, elles, elles peuvent me donner une réponse directe ! Et pareil pour, du coup, les échanges de pratiques.”

Ces coopérations sont particulièrement importantes pour les associations engagées contre les violences. Elles permettent de construire un maillage territorial, de créer des “chaînes de relais” là où les services publics sont absents. Le dispositif des Relais ruraux de l'égalité, fondé sur cette idée, a été pensé pour éviter les “zones blanches” :

⁵² Mission de Cyril Cibert sur la vie associative en ruralité - rapport, 2024.

“C'est des sentinelles, en fait, dans chaque conseil municipal. Bien sûr, volontaire toujours. Pour pouvoir faire ces sentinelles un peu partout et mailler le terrain. Et voilà. Et donc du coup... L'objectif c'est de mailler le terrain, qu'il n'y ait pas de zone blanche. Qu'on soit au plus reculé du petit village, qu'il y ait quelqu'un qui puisse donner les informations, relayer les soucis et aider les personnes”

Mais cette logique de coopération ne va pas toujours de soi. Plusieurs personnes interrogées évoquent des tensions ou des rivalités entre associations locales, souvent liées à la rareté des financements ou à des logiques de “territoire” et de “pré-carré” :

“Enfin, les gens, le public, quand ils voient notre association, ils se disent ‘Cool, c'est bien.’ Et les partenaires, ils se disent ‘Ouh là, un concurrent.’ Alors que ce n'est pas le cas. Il y a assez de boulot dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes, malheureusement. C'est terrible d'être dans cette vision-là alors que vous vous concourez au même objectif”

“On a essayé de se coordonner avec les associations caritatives. Le problème des associations caritatives et sans aucun jugement, et ce n'est pas péjoratif ce que je veux dire, c'est juste la réalité, c'est que chacun a son pré carré, chacun ses pauvres...Tu vois ce que je veux dire ?”

Ces dynamiques, bien que présentes dans d'autres territoires, sont accentuées en milieu rural par la rareté des ressources et par le rôle que joue le monde associatif dans la reconnaissance sociale locale. Elles interrogent les effets des politiques publiques sur le monde associatif : loin de toujours encourager la coopération, elles peuvent créer de la concurrence et fragiliser les solidarités de terrain⁵³.

II.3. Une vie associative ancrée dans le territoire : s'adapter aux contraintes rurales

Dans les territoires ruraux, les associations féministes doivent composer avec des réalités spatiales et sociales bien spécifiques. Loin d'appliquer des modèles standardisés, elles élaborent des stratégies d'adaptation concrètes, pensées à partir du terrain et des besoins exprimés localement. Les contraintes géographiques, la faible densité de population,

⁵³Loison-Leruste, Marie, et Matthieu Hély. “Des entreprises associatives en concurrence : le cas de la lutte contre l'exclusion”. *Le travail associatif*, édité par Matthieu Hély et Maud Simonet, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2013.

l'isolement ou encore la précarité économique influencent profondément la façon d'agir, d'organiser les actions et d'aller à la rencontre des publics.

L'un des enjeux majeurs évoqués par l'ensemble des personnes rencontrées est celui de la mobilité. Dans des territoires où les transports en commun sont rares, voire inexistants et où l'accès à un véhicule personnel n'est pas garanti, la règle d'or devient "aller vers". Les associations doivent adapter leurs actions pour atteindre les personnes isolées. Cela vaut tout particulièrement pour les femmes victimes de violences, qui peuvent être empêchées de se déplacer. Certaines associations délocalisent donc leurs permanences ou proposent un accompagnement à distance. Une salariée le résume ainsi :

"Les éducatrices elles se déplacent aux besoins, par exemple. Donc, elles, elles sont basées à X et à X. Mais en fonction de... Par exemple, il y a une personne qui nous appelle et qui a un besoin, mais qui est située à 40 minutes et qui n'a aucun moyen de venir. Nous, on va y aller. Ou alors, on propose la visioconférence aussi."

Dans cette logique de proximité, d'autres structures mettent en place des dispositifs itinérants. C'est le cas du van "En Voiture Nina et Simon.e.s", déployé dans l'Aisne par la fédération régionale des CIDFF. Ce van jaune emblématique sillonne les routes rurales et s'installe ponctuellement dans les villages, les quartiers ou lors d'événements locaux, en lien avec des partenaires comme les centres sociaux. Il devient un point d'écoute et d'information mobile, pensé comme un lieu bienveillant, accessible sans rendez-vous, et respectant l'anonymat. Il permet de discuter de nombreux sujets (égalité femmes-hommes, vie affective, insertion, violences...), et oriente si besoin vers les structures compétentes.

Cette capacité d'adaptation peut être interprétée comme une forme de savoir-faire situé, développé au contact des publics. Le recours au prix libre, à l'itinérance, ou encore à la visioconférence en sont des exemples : autant de bricolages qui montrent que la précarité n'empêche pas l'innovation, mais la contraint à prendre des formes modestes, souvent invisibles dans les modèles institutionnels dominants.

Autre contrainte propre aux milieux ruraux : l'interconnaissance. Dans des villages où tout le monde se connaît, le regard social peut constituer un frein majeur à la prise de parole, notamment pour les femmes victimes de violences. Certaines associations ont donc décidé d'en faire une force, en misant sur la constitution de réseaux de proximité, fondés sur la

confiance. C'est le cas de Parole de Femmes 81, qui forme des relais citoyens dans les villages :

“Ce sont des personnes, pas des lieux, c'est vraiment des citoyens, citoyennes qui vont décider de s'engager sur cette problématique. Ils vont remplir deux missions, deux rôles principaux. La première mission prend la perspective d'un relais qui serait un repère ou repérable face à potentielle victime ou une femme en difficulté. L'idée, c'est qu'il facilite son identification comme un repère auprès des femmes et tous citoyens/citoyennes, être un premier soutien pour les femmes et enfants victimes de violences. Et la deuxième mission, qui elle est relativement accessible, c'est de diffuser tout simplement. On sait quelle est l'importance de cette mission, de l'information dans leur communauté de vie, dans leur village, pour faciliter l'accès au droit, l'accès à l'information pour ces femmes en milieu rural qui jusque-là, potentiellement ne connaissaient pas le 3919 et ne savaient pas qu'une association spécialisée sur les violences faites aux femmes existait.”

Dans d'autres cas, cette stratégie de “maillage” est aussi pensée comme un levier d'action, malgré les freins que peut représenter le lien social local :

“Les gens se connaissent et donc c'est beaucoup plus difficile de dénoncer les violences qu'on vit parce que monsieur le maire va à la chasse le week-end avec monsieur Patatine pour caricaturer mais ça peut être ça, du coup nous on va chercher à jouer sur cette interconnaissance et notamment sur le fait que les relais ils ont du réseau et que en connaissant des gens ils peuvent donner un flyer, parler de l'association voilà.”

Le dispositif des Relais Ruraux de l'Égalité, initié par l'AMRF en partenariat avec la FNSF, s'inscrit dans cette logique. En formant des membres de conseils municipaux à repérer les signaux de violences ou à orienter vers des structures spécialisées, il permet de créer une présence de proximité, même dans les communes les plus isolées.

Cette ambivalence semble être un trait structurant de l'action associative en milieu rural. Les associations ne cherchent pas à “effacer” l'interconnaissance, mais à la détourner pour créer des réseaux de vigilance, d'entraide, et d'information. C'est une forme de réappropriation du contrôle social pour le mettre au service de la prévention et du soin.

Les associations doivent aussi composer avec les contraintes économiques de ces territoires. La précarité d'une partie des habitant·es oblige à penser des formats d'intervention accessibles financièrement. Cela passe par des tarifications libres ou symboliques, comme le souligne une enquête en évoquant des ateliers d'auto-défense féministe :

“Et la difficulté qu'on peut rencontrer, justement c'est la question du coût de l'atelier. Du coup, pour les personnes qui nous accueillent, voilà. Donc souvent, on se met d'accord sur le fait qu'ils nous garantissent les frais de déplacement, et après, c'est du prix libre sur place, faut pas que ce soit un frein à la participation pour les personnes.”

D'autres initiatives sont mises en place pour tenir compte des contraintes familiales. Certaines structures aménagent par exemple des espaces pour accueillir les enfants pendant les permanences, afin de permettre aux mères de se concentrer sur leurs démarches :

“Dans les accueils de jour, on a mis en place des lieux pour les enfants. Comme ça, les personnes, si elles viennent avec leurs enfants, tout n'est pas audible pour les enfants. Et en même temps, quand on va parler de trucs juridiques, c'est quand même assez carré. Il faut être concentré sur ce qu'on dit. Et donc du coup, les enfants, ils ont un espace jeu avec des livres, des jeux, etc. Et comme souvent, ce sont des mamans, elles, elles peuvent être concentrées, se sentir en sécurité, etc.”

Enfin, face à l'insuffisance d'hébergements d'urgence, des associations développent des réponses alternatives. Femmes Toutes Debout a par exemple lancé un réseau d'abritantes, mobilisant des particuliers pour accueillir temporairement des femmes victimes de violences :

“Donc, avec le réseau d'abritantes qu'on essaie de construire, c'est ça, c'est pouvoir proposer un lit, une chambre, un studio sur des périodes courtes, à une personne, une femme, avec ses enfants ou seule, qui fuirait un conjoint violent et qui aurait besoin, dans l'urgence, de se loger en attendant d'être prise en charge par des professionnels. Donc, ce réseau sera connu des mairies, des CCAS, de la gendarmerie, des pompiers.”

Plusieurs extraits montrent donc que ces associations ne se perçoivent pas seulement comme des prestataires ou des lieux d'accueil, mais comme des interfaces humaines entre des institutions souvent lointaines et des habitantes isolées. Elles assument des fonctions

d'accueil, d'orientation, de médiation, voire de protection temporaire, comme avec le réseau d'abritantes. Ce rôle d'interface, souvent non reconnu formellement, repose sur une double tension : elles doivent combler les manques de l'action publique (absence de crèches, de logements d'urgence, de permanence sociale) tout en tentant de ne pas se substituer à elle. Cela les place dans une posture d'équilibre difficile : entre "réparer" les défaillances de l'État et continuer à revendiquer sa présence.

II.4. L'impact sur la santé mentale : entre épuisement et sens donné à l'engagement

L'engagement dans les associations rencontrées repose souvent sur un fort investissement personnel. Derrière les actions menées pour répondre aux besoins des femmes en milieu rural, de nombreuses personnes, salariées ou bénévoles, portent la charge émotionnelle, logistique et morale d'un travail qui les dépasse parfois.

Cet engagement intense, nécessaire face au manque de moyens, n'est pas sans effets. Plusieurs personnes interrogées font état de fatigue, d'usure, de moments de découragement, voire de burn-out récents. Leur parole témoigne d'un rapport au travail militant profondément investi, mais aussi d'une difficulté croissante à maintenir une juste distance face à la dureté des récits entendus.

"On réfléchit à la manière d'améliorer les conditions de travail pour les salariées, par exemple on se rend compte qu'il y a des choses à faire pour les collègues qui font de l'accueil, pour justement être pas toujours face à des femmes qui vivent des violences, et écouter du lundi au vendredi des récits difficiles."

"L'autre grosse problématique, c'est la dureté de ce qu'on entend. C'est important, je pense. Moi, je sais que j'ai très peu de contact avec le public. Heureusement... mais quand ça m'arrive, j'en ai pour des semaines et des semaines à m'en remettre parce que c'est toujours horrible."

L'analyse de David Laloy⁵⁴ sur l'engagement subjectif dans les professions sociales éclaire bien cette situation. Dans ces métiers de la relation et du soin, la frontière entre la vie professionnelle et personnelle est poreuse. Il s'agit d'un "travail sur autrui", qui exige un

⁵⁴Laloy, David. "L'articulation des temps sociaux dans la profession d'assistant social : une question d'engagement subjectif." *Enfances, Familles, Générations*, numéro 18, hiver 2013, p. 35–51.

ajustement constant entre implication émotionnelle et régulation de soi. Les récits de violences, de précarité ou d'exclusion écoutés au quotidien laissent des traces, d'autant plus que les moyens pour s'en protéger restent limités.

Certaines associations ont mis en place des séances de soutien psychologique, mais ce n'est pas systématique. La logique reste celle du bricolage : prendre du recul en passant à temps partiel, aménager ses horaires ou se débrouiller pour poser ses propres limites. Or, comme le montre Paul Lodewick⁵⁵, les travailleuses et travailleurs de l'associatif sont bien souvent exposés à une double charge : devoir maintenir une posture professionnelle, tout en restant disponible émotionnellement pour des publics en grande détresse. Ce déséquilibre constant, rarement reconnu institutionnellement, peut mener à l'épuisement.

Un autre facteur aggravant, spécifiquement rural, est celui de l'interconnaissance. Dans des territoires peu peuplés, il est fréquent de croiser les personnes accompagnées, voire les agresseurs présumés, dans les lieux de sociabilité. Cela complique encore davantage la séparation entre sphère professionnelle et sphère personnelle.

“Ce n'est pas rare qu'on se croise entre personnes accompagnantes et personnes accompagnées, qu'on se croise le dimanche au marché, qu'on se croise au bar, qu'on se croise... qu'on croise les agresseurs. Parfois, qu'on se connaisse personnellement aussi, entre personnes qui accueillent et personnes qui viennent. Du coup, on est vraiment à fond là-dedans et en fait, on bricole avec et ça.”

Ce brouillage des rôles est aussi renforcé par l'absence de services publics ou de relais institutionnels : dans bien des cas, les membres des associations deviennent les seuls recours. Elles agissent alors au-delà de leurs missions officielles, en mobilisant leurs ressources personnelles (temps, voiture, argent) pour accompagner des femmes isolées.

“Parce que, voilà, des personnes en grande précarité, sans personne de ressources, on va leur payer le train, l'hôtel là-bas. (...) Donc des personnes en milieu rural qui n'ont pas l'habitude de tout ce réseau aussi. (...) En fait, on prend des risques. Oui, on prend des risques et on va au-delà de notre fonction professionnelle. Ça, c'est sûr. Ça implique ça, quoi. Et voilà. On dépasse aussi

⁵⁵Lodewick, P. “Les travailleurs de l'associatif sont-ils des salariés comme les autres ?” *Les Politiques Sociales*, 3-4(2), 71-81, 2013.

nos limites. Et donc, d'un point de vue aussi, au niveau de la distance, parfois, en tant que professionnel, c'est difficile de garder la bonne distance.”

Trois enquêté·es ont ainsi évoqué explicitement un burn-out récent. D’autres évoquent une perte de sens ou la difficulté de poser des limites, tant l’engagement est ancré dans leurs valeurs personnelles.

“J'adore mon travail. Vraiment, je... Il y a un sens... Enfin, voilà. Je suis à fond. Mais du coup, parce que ça vient me... me toucher, moi, personnellement aussi, tu vois. Et qu'en fait, du coup, ça crée forcément de la porosité entre qui je suis, comment je suis, et ce travail. Mais il y a un moment donné où il y a des choses, il y a des lignes que j'ai plus envie de franchir, quoi. Et que j'essaye de... Que j'essaye de poser. Mais c'est pas toujours facile. C'est vraiment pas toujours simple.”

Ces récits rappellent que la santé mentale des personnes engagées n’est pas un sujet périphérique. Elle est au cœur de la capacité d’action des associations et constitue un indicateur de leur précarité structurelle. On peut y voir un symptôme plus large : celui d’un retrait institutionnel qui laisse reposer sur les corps et les émotions des militantes ce qui devrait relever d’un soutien collectif et public.

III. Un féminisme rural ?

Cette dernière partie interroge les formes de politisation féministe qui émergent dans les espaces ruraux, à travers les récits et pratiques des personnes engagées dans les associations rencontrées. Il ne s’agit pas de rechercher un féminisme "typique" des campagnes, mais plutôt de comprendre comment le contexte rural transforme les conditions d’engagement pour l’égalité, la manière de nommer les luttes et les ajustements stratégiques que cela implique. À travers les trajectoires militantes et les discours recueillis, il s’agit d’évaluer si l’on peut parler d’un “féminisme situé”, façonné par des contraintes sociales et territoriales spécifiques, et souvent porté par des femmes issues ou travaillant avec les classes populaires. Ces engagements sont parfois revendiqués comme féministes, parfois pensés en dehors de cette étiquette, mais ils traduisent toujours une volonté d’agir sur les inégalités de genre dans un environnement où les résistances symboliques, politiques ou institutionnelles sont nombreuses. Cette partie propose donc d’analyser les motivations à l’engagement, la

manière dont le féminisme est perçu et mobilisé, ainsi que les ajustements pratiques que nécessite l'ancrage local.

III.1. Motivations à l'engagement et pluralité des féminismes

L'entrée dans l'engagement associatif est un objet bien documenté par la sociologie des mobilisations. Les travaux des sociologues s'appuient généralement sur deux grandes approches. La première, dite de la mobilisation des ressources, met l'accent sur les motivations individuelles : l'engagement est vu comme un calcul coût/bénéfice, et ne peut advenir que si des rétributions symboliques ou matérielles sont attendues (Olson, McCarthy, Zald, Gaxie). La seconde, plus structurelle et identitaire, considère que l'action collective peut être motivée par une recherche de sens et d'appartenance. Loin d'être seulement un coût, l'engagement devient une fin en soi, permettant à l'individu de s'identifier à un collectif et de porter une transformation sociale (Pizzorno).⁵⁶

De la même manière, les travaux d'Olivier Fillieule⁵⁷ sur les "raisons d'agir" et le "vocabulaire des motifs" permettent d'interroger les justifications subjectives avancées par les personnes engagées, mais aussi la manière dont elles s'inscrivent dans des contextes sociaux précis.

Ainsi, dans les récits recueillis, les motivations évoquées sont multiples, mais convergent autour d'une volonté d'agir pour les droits des femmes à l'échelle locale, là où les structures font souvent défaut. Plusieurs personnes insistent sur le sentiment d'urgence et de vide institutionnel en matière de lutte contre les violences, qui les a poussées à s'organiser dans des territoires où aucune offre de soutien n'existait. Leur engagement prend ainsi sens dans un double mouvement : une politisation féministe, souvent ancienne, et une prise de conscience des manques criants en milieu rural.

"Je me suis toujours dit qu'il fallait faire quelque chose pour les femmes dans le milieu rural parce que je sais qu'il y a des violences, parce que je découvrais moi-même, au fur et à mesure de mes discussions, et puis de mon histoire personnelle, que le nombre de femmes violentées, violées, agressées sexuellement, dépassait le nombre de mes dix doigts."

⁵⁶Hamidi, Camille, "Les raisons de l'engagement associatif Le cas de trois associations issues de l'immigration maghrébine". *Revue française des affaires sociales*, 149-165, 2002.

⁵⁷Fillieule, Olivier, "Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, Post scriptum". *Revue française de science politique*, . 51(1), 199-215, 2001.

Certaines trajectoires racontent aussi une transition entre un militantisme féministe plus classique (notamment urbain, centré sur des événements ponctuels ou sur la recherche de visibilité) et une envie de construire localement des formes d'action plus durables, plus ancrées.

“La genèse de cette association, c'est que pendant 4-5 ans, avec plutôt un groupe de copines en fait, on organisait sur le territoire un événement féministe qui durait 2-3 jours tous les ans, avec des thématiques abordées, des tas d'ateliers, (...) Et à un moment donné, on a eu un peu ras-le-bol d'être dans un truc événementiel, si je peux dire, et qui en plus était un peu hors-sol, dans le sens où on avait du mal à se connecter avec les gens avec qui on vit. (...) Et en fait, on a constaté qu'il n'y avait vraiment aucune asso de soutien aux personnes qui subissent des violences dans le périmètre des 30 bornes. Donc on est dans un territoire où il n'y avait vraiment pas grand-chose. Alors on s'est dit, on va faire ça.”

Dans ce registre, le local n'est pas seulement un cadre contraint, il est aussi perçu comme un levier de transformation. Loin de s'opposer au politique, l'échelle de proximité devient un espace d'expérimentation, où l'on peut faire exister des pratiques féministes adaptées au contexte.

“Et pour moi, venir au milieu rural, c'est aussi la possibilité d'agir à une échelle qui me convenait. J'avais l'impression de pouvoir faire plus de choses.”

“Mais en fait, au bout d'un moment, j'ai commencé à ressentir une perte de sens, mais pas dans le projet même de l'association, mais plus dans le fait de me dire, pourquoi j'investis tout mon temps dans cette association qui est à Paris où je dois me déplacer pour vivre des événements chouettes, etc. Alors qu'en fait, au niveau local, il pourrait y avoir des trucs cools et ce n'est pas parce qu'ils n'existent pas aujourd'hui qu'ils ne pourraient pas exister. Je pense que là, ça a été un peu les prémices de la volonté d'organiser un truc et tout.”

Enfin, pour certaines personnes, cet engagement prend aussi la forme d'un processus de professionnalisation. Il s'agit alors de “cadre” leur militantisme, de le rendre viable économiquement, ce qui illustre la tension entre passion militante et réalités

professionnelles, déjà soulignée dans d'autres travaux sur l'engagement salarié (Herman, 2013 ; Lodewick, 2013).

“Professionnaliser mon militantisme. C'était vraiment ça. C'était gagner ma vie avec ça. (...) Et du coup, mon militantisme, il est cadré. Et je trouve ça pas mal.”

Au fil des entretiens, on observe ainsi des formes d'engagement marquées par une volonté de “faire avec” un territoire : répondre à des besoins sociaux pressants, composer avec des ressources limitées, s'inscrire dans des réseaux relationnels complexes. Le lien avec les idées féministes constituent souvent un point de départ, mais il est retravaillé au prisme de ces contraintes et de ces ancrages.

Toutes les personnes interrogées se déclarent personnellement féministes. Néanmoins, leur rapport au féminisme n'est pas homogène. Les nuances observées montrent que ce terme continue de susciter des ajustements, voire des stratégies de reformulation, en fonction des contextes d'action. Cela fait écho au travail de Joane Chabassier la pluralité des rapports au féminisme au sein de ce qu'elle appelle “l'espace de la cause des femmes”⁵⁸. Elle insiste sur le fait que cet espace est traversé de conflits, de rapports de pouvoir, de tensions idéologiques, notamment en fonction des appartenances sociales (classe, race sociale, âge, sexualité, etc.). Les individus mobilisés ne défendent donc pas tous la même vision du féminisme ou de la cause des femmes, même s'ils partagent un vocabulaire ou un cadre d'action commun.

Ainsi, parmi les personnes rencontrées, certaines ont découvert le féminisme tôt, souvent à travers des expériences de vie collective ou d'études dans des centres urbains. Leur rapport au féminisme est alors explicite, assumé, et se nourrit d'une culture militante bien ancrée.

“Moi, j'étais dans une association, enfin un collectif politique, on va dire ça plutôt comme ça, qui n'était pas que féministe, qui était aussi féministe.. Et puis, nous étions jeunes, dans la vingtaine. (...) C'est à ce moment-là que j'ai découvert le féminisme en me disant que ce n'était pas pour moi. Je ne crois pas à ça. En fait, plus j'ai creusé, plus ça correspondait à ce que je pouvais vivre ou

⁵⁸Chabassier, Joane, “Être, se dire, se faire dire féministe : des rapports au politique en tension au sein d'un espace de la cause des femmes”. Dans K. Bergès, F. Binard et A. Guyard-Nedelec, *Féminismes du XXI^e siècle : une troisième vague ?* (p. 207-219). Presses universitaires de Rennes, 2017.

ce que je pouvais observer. Des fois, quand on n'a pas les bonnes lunettes, on ne voit pas les choses.”

“Mais les questions féministes, par contre, effectivement, j'ai plus découvert ça en partant faire mes études ailleurs. (...) Et en fait, elle m'avait offert un livre de Chimamanda Ngozi Adichie (...) Et du coup, c'est là que j'ai commencé à réfléchir, à me poser des questions, etc. (...) Je pense que je suis vraiment devenue en tout cas radicale.”

Ces trajectoires témoignent d'un passage par une “grille de lecture” féministe, rendue possible par des espaces de politisation, mais qui demande à être reconfigurée lorsqu'on agit dans des territoires où ce terme reste parfois connoté ou mal perçu. C'est ce que plusieurs personnes soulignent en évoquant les nécessaires ajustements dans leur discours ou leur posture en contexte rural.

D'autres adoptent une position plus ambivalente : elles se reconnaissent dans les principes d'égalité, mais hésitent sur les mots à employer. Le terme “féministe” est parfois vécu comme excluant, trop radical ou trop connoté, notamment dans les générations plus âgées ou chez les personnes peu familières des milieux militants. Ce flou autour du vocabulaire révèle une tension entre engagement de fait et étiquetage symbolique.

“Alors, ce n'est pas forcément quelque chose auquel, avant, j'avais réfléchi particulièrement. (...) Je ne peux pas dire que c'est mon cheval de bataille. Mais en tout cas, je trouve ça vachement important (...) Ce ne sont pas les mêmes sensibilisations, ni les mêmes générations...”

Cette réserve ne signifie pas forcément un rejet du féminisme, mais traduit une volonté de rester inclusive, d'éviter un langage perçu comme clivant, ou d'adopter un positionnement “ouvert”, “humaniste”, pour ne pas froisser son environnement immédiat. Une autre enquêtée le formule ainsi :

“Moi je me revendique féministe, mais pas extrémiste, (...) moi les hommes je leur dis venez, venez, venez !”

Ces nuances suggèrent qu'on ne peut parler d'un seul rapport au féminisme en milieu rural, mais bien de “féminismes situés”, façonnés par les trajectoires personnelles, les rapports de classe, les ressources culturelles, et les contraintes relationnelles propres aux territoires.

III.2. Adapter son vocabulaire : stratégies de langage et usages différenciés du féminisme

Dans le prolongement de la réflexion sur les trajectoires d'engagement, cette sous-partie interroge la manière dont les associations rurales mobilisent, ou non, le terme de féminisme. Lors des entretiens, j'ai délibérément choisi de ne pas proposer de définition du féminisme, afin de laisser chaque personne formuler sa propre compréhension, en contexte. Ce choix méthodologique permet d'observer la diversité des appropriations, mais aussi des malentendus ou des résistances, autour d'un terme à la fois politique, affectif et chargé historiquement.

Le féminisme constitue en effet ce que la science politique appelle un "concept contesté", au sens de Gallie⁵⁹ : un terme dont les définitions varient selon les époques, les espaces et les courants de pensée (universaliste, différentialiste, intersectionnel...). Il cumule plusieurs caractéristiques propres à ces concepts : un contenu évaluatif (positif ou négatif selon les milieux), une ouverture à des réinterprétations multiples, une circulation dans des espaces variés, et une forte politisation. Son usage ne va donc jamais de soi, et il s'ancre dans des contextes sociaux et relationnels qui en modulent les significations.

C'est précisément cette complexité que font apparaître les propos recueillis. Au fil des échanges, se dessine un continuum de positionnements allant du féminisme revendiqué au féminisme implicite, en passant par une série d'ajustements linguistiques et symboliques destinés à s'adapter au territoire.

Un féminisme revendiqué et assumé

Une minorité d'associations affirme utiliser sans détour le terme "féministe", que ce soit dans leur communication publique, leur fonctionnement interne ou leurs actions. Pour certaines, ce choix est facilité par une perception d'évolution dans les représentations collectives : selon elles, le mot serait désormais plus accepté, voire valorisé.

"Oui. On utilise un vocabulaire tout à fait féministe, ça c'est sûr. Franchement on ne nous a jamais retoqué là-dessus. (...) Il y a quand même un petit peu un courant où c'est de nouveau valorisé d'être féministe (...). Moi ça ne m'est jamais arrivé de devoir me justifier là-dessus."

⁵⁹Gallie, W-B., Traduit de l'anglais par Tinland, O. "Les concepts essentiellement contestés". *Philosophie*, 122(3), 9-33, 2014.

À l'inverse, deux associations décrivent un processus plus stratégique. Elles choisissent d'assumer le terme précisément parce qu'il reste stigmatisé, dans une volonté de dédiabolisation. Pour elles, utiliser le mot, c'est aussi le revaloriser et le relier à des combats concrets, loin des caricatures.

“Eh bien, en fait, on a décidé d'en parler. On était toutes d'accord et on continue d'être d'accord, on continue d'en parler parce que le mot féministe n'est pas un gros mot. La droite et l'extrême droite s'emploient toujours à fustiger ce mot-là parce que beaucoup de gens ont beaucoup à perdre à l'égalité, en fait. Donc, nous, on a clairement pris la position d'utiliser ce mot-là parce que c'est la recherche de l'égalité. (...) Donc, c'est un terme qu'on emploie à dessein.”

“Au moment d'éditer les premières plaquettes de l'asso, on a décidé de mettre le mot féminisme. Aussi, pour dédiaboliser le truc, à un moment donné, si on n'emploie jamais le mot ça reste un truc... (...) On avait quand même peur au début... On aurait à perdre à ce que... à ce que notre orientation politique plus ou moins affichée nous desserve.”

Ces discours montrent bien que le féminisme explicite peut aussi être un acte militant en soi, un positionnement politique délibéré face à une réception encore hostile.

Un féminisme stratégique : s'adapter aux publics et aux interlocuteur·ices

La majorité des associations rencontrées déclarent porter des valeurs féministes, mais choisissent d'ajuster leur vocabulaire selon le contexte. Cette flexibilité repose souvent sur un objectif d'accessibilité : ne pas rebuter des publics peu familiers de ces enjeux, ou au contraire hostiles à un vocabulaire militant trop explicite.

“Dans notre charte de valeurs, en fait, c'est marqué “féminisme intersectionnel”. Mais j'avoue que le féminisme, on n'a pas voulu l'indiquer non plus dans l'objet de notre association pour ne pas faire peur (...) à des personnes qui pourraient avoir besoin de nous (...) Du coup, oui, on porte ces valeurs-là, mais on ne pose pas toujours le mot dessus.”

L'idée est de "respecter le rythme de la communauté", un point également soulevé par Anne Jutras⁶⁰ dans un article sur son association, le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, qui a dû s'adapter à la région rurale ontarienne dans lequel il est implanté et qui réunit plusieurs problématiques communes avec des milieux ruraux français (isolement géographique et social., manque de transports et d'anonymat).

Cette stratégie d'ajustement du vocabulaire n'est pas uniquement tournée vers l'extérieur. Certaines associations cherchent également à éviter la création d'une hiérarchie interne autour du niveau de "conscience féministe" de chacune, et assument une forme de pédagogie progressive.

"L'idée, c'est que ces personnes-là ont besoin d'avoir accès à des informations, à des rencontres, etc., qui vont peut-être échanger par la suite et les rendre meilleures. Mais du coup, ce qui est assez chouette, c'est que nous-mêmes, on n'est pas toutes au même niveau de féminisme dans le bureau de l'association. Et du coup, ça permet de trouver des solutions qui sont plus adaptées à tout le monde. (...) Du coup ça permet de faire des choses plus modérées mais qui sont plus adaptées, je pense, au niveau local. Parce qu'en plus, tout le monde se connaît, donc si on commence à virer des gens, même pour des petits trucs entre guillemets, au bout d'un moment en fait, les gens vont dire qu'en fait 'ils sont relous, on ne veut plus y aller'."

Ce souci de ne pas décourager de potentiel·les féministes qui s'ignorent se traduit par un évitement des sujets qui apparaissent trop théoriques ou conflictuels au profit d'un "discours plus consensuel et de la création d'espaces de sociabilité conviviale plutôt que d'espaces de confrontation d'idées politiques"⁶¹. C'est une idée que l'on retrouve dans l'article d'Alice Romerio qui observe trois associations du Planning Familial et leur politisation féministes contrastées.

Le féminisme n'est donc pas ici rejeté, mais discrètement réagencé en fonction du tissu social local, des enjeux relationnels, et des rapports de pouvoir présents dans ces petites

⁶⁰Jutras, Anne. "Le militantisme en milieu rural et minoritaire francophone." *Reflets*, volume 23, numéro 2, automne 2017, p. 218–224.

⁶¹Romerio, Alice, "Des féminismes de terrain : Politisations contrastées de l'éducation à la sexualité dans trois associations du Planning familial", *Sociologie*, N° 4, vol. 13 | 2022, mis en ligne le 25 octobre 2022.

communautés. Comme l’a montré Joane Chabassier⁶², même au sein d’une démonstration publique féministe dans des centres urbains (manifestation par exemple), des collectifs peuvent exprimer des tensions sur les manières de dire ou de faire féminisme, notamment autour de thématiques comme la prostitution. L’usage du mot “féminisme”, loin d’être unifié, devient une ressource stratégique, mobilisée ou évitée selon les publics, les enjeux ou les identités collectives portées.

L’adaptation lexicale concerne aussi les échanges avec les pouvoirs publics, les partenaires institutionnels, ou les financeurs. Certaines associations décrivent un travail permanent d’ajustement discursif : éviter les termes perçus comme trop militants, préférer les références au droit ou à la protection des personnes, ou encore mobiliser des chiffres pour apparaître comme plus rationnelles, plus légitimes.

“Je rappelle le droit. (...) J'utilise des arguments légaux et plutôt liés à l'assistance de personnes en danger, plutôt que sur les inégalités (...) Je cite les noms des victimes (...) pour entraîner une réaction.”

La question du rapport aux institutions, souvent masculines et marquées politiquement, pousse certaines à éviter des mots comme “genre” ou “féminisme”, tout en maintenant le fond de leur discours par d’autres biais. Ici, la lutte contre les violences conjugales sert parfois de point d’entrée consensuel :

“Des fois, dire ‘féministe’, c'est couper le dialogue (...) Mais les hommes qui tapent leurs femmes, ça, c'est pas bien. (...) On met en place un peu des techniques pour parler des masculinités (...) à travers quelque chose qui est ok pour tout le monde.”

Un féminisme implicite et une présence par les pratiques

Trois associations ne se revendiquent pas explicitement féministes, mais en adoptent pourtant les pratiques caractéristiques : groupes de parole en non-mixité, écriture inclusive, travail sur les violences, etc. Le féminisme s’y exprime par les actes plus que par les mots.

⁶²Chabassier, Joane, “Être, se dire, se faire dire féministe : des rapports au politique en tension au sein d’un espace de la cause des femmes”. Dans K. Bergès, F. Binard et A. Guyard-Nedelec, *Féminismes du XXI^e siècle : une troisième vague ?* (p. 207-219). Presses universitaires de Rennes, 2017.

Cela interroge la possibilité d'un féminisme sans déclaration, sans étiquette revendiquée, mais néanmoins présent, incarné. Ce féminisme implicite peut parfois permettre une meilleure intégration locale, tout en produisant des effets très concrets.

Un féminisme évité ?

Enfin, une seule association ne mobilise ni le mot "féminisme", ni ses dérivés, y compris dans ses actions publiques. Elle agit en faveur des femmes, identifie des besoins différenciés selon le genre, mais sans nommer ces inégalités comme telles. L'entretien laisse entendre une volonté de rester "neutre" afin d'optimiser ses chances de reconnaissance et de financement.

"Pour l'instant, on a quand même un discours très lisse, même sur la manière dont on va construire les activités (...) on est un peu en train d'appuyer au sein de la direction pour que ça passe plutôt sur des termes, enfin voilà, qu'on dise concrètement que c'est un programme, mine de rien, féministe. Pour l'instant, ça n'est pas vu en tant que tel."

Ici se pose la question de la dépolitisation apparente de certains discours, qui peut être stratégique dans des environnements peu réceptifs, mais qui soulève aussi un risque de dilution des enjeux structurels.

Les discours recueillis montrent une forte diversité dans les rapports au féminisme. Le terme peut être utilisé pour affirmer une posture politique, dédié à être revalorisé, soigneusement contourné, ou encore reformulé pour éviter les blocages. Ces positionnements ne relèvent pas simplement de préférences individuelles : ils s'inscrivent dans des rapports sociaux de pouvoir qui structurent les espaces ruraux, rapports de genre, de classe, mais aussi de proximité sociale, de respectabilité, et de dépendance institutionnelle.

Cette analyse invite à penser le féminisme non pas comme un discours homogène ou figé, mais comme une pratique située, toujours en tension entre visibilité et efficacité, entre universalité des luttes et spécificités du territoire. En cela, elle rejoint les réflexions contemporaines sur les féminismes populaires et localisés, en ce qu'ils réinventent sans cesse les manières de militer selon les marges où ils s'ancrent.

III.3. Un féminisme populaire et localisé

Les formes d'engagement observées dans les associations rurales rencontrées sont profondément ancrées dans les réalités locales. Les actions menées visent à répondre à des

besoins concrets, urgents, parfois vitaux. Cependant, cet activisme ne s'inscrit pas toujours dans un cadre explicitement militant : il n'est pas systématiquement revendiqué comme "féministe", ni même relié à une idéologie politique. On peut ainsi parler d'un féminisme de terrain, pragmatique, qui s'exprime davantage dans les pratiques que dans les discours.

Ce féminisme du quotidien est souvent situé, dans le sens où il émerge de parcours biographiques, de liens au territoire, de trajectoires sociales. Il est incarné dans des pratiques de soin, d'écoute, de lien social, dans un engagement modeste mais constant au sein des communautés rurales. Il n'est pas nécessairement théorisé comme tel par les personnes concernées, mais il produit des effets politiques concrets : accompagnement de femmes victimes, lutte contre l'isolement, mise en place de réseaux d'entraide.

Par ailleurs, les engagements décrits prennent également appui sur des "savoirs situés", issus de l'expérience, de l'écoute et de la transmission entre pairs. Les extraits suivants le montrent :

"Alors ouais, souvent, c'est une formation par les pairs ou par les "mairs", en l'occurrence, là. Et du coup, c'est très empirique, souvent. Après, nous, on met en place des formations en interne pour nos bénévoles, pour transmettre plus facilement aussi les formations et les outils."

"Alors, on fait ça nous-mêmes. De par nos parcours les unes et les autres, on a beaucoup lu depuis longtemps sur les questions féministes, sur la question des violences. On a beaucoup lu, des références. On a une petite bibliothèque que j'avais constituée moi-même et puis qu'on étoffe maintenant avec nos achats, avec l'association. (...) Et puis, on écoute les femmes aussi. Parce qu'il ne faut pas oublier, c'est que voilà, deux femmes sur trois dans l'association sont d'ex-victimes de violences"

Ces témoignages montrent que le féminisme à l'œuvre ici repose sur l'autodidaxie, le partage d'expériences, l'ajustement aux situations, et pas uniquement, voire pas du tout, sur un savoir académique ou militant structuré. C'est une forme de capital pratique⁶³, constitué par la confrontation à des situations sociales récurrentes, qui fonde leur compétence à agir.

⁶³Blasius, J. et Friedrichs, J. "Les compétences pratiques font-elles partie du capital culturel ?" *Revue française de sociologie*, . 44(3), 549-576, 2003.

En outre, la majorité des personnes rencontrées sont issues du rural ou y vivent de longue date. Beaucoup sont également originaires des classes populaires ou moyennes. Ce double ancrage, territorial et social, confère une légitimité à leurs actions : elles agissent dans un contexte qu'elles connaissent de l'intérieur, en réponse à des enjeux qu'elles partagent avec les personnes qu'elles soutiennent.

Cet enracinement local se traduit également dans les modalités de communication utilisées par les associations. La communication se fait souvent par mail, auprès des bénévoles ou adhérent·es, ou via Facebook, réseau encore privilégié par une partie du public adulte rural, là où les plateformes plus “jeunes” comme Instagram, TikTok ou Snapchat sont peu mobilisées. En parallèle, les associations s'appuient fortement sur des canaux locaux et physiques : presse régionale, radios associatives, gazettes communales, bouche-à-oreille, présence sur les marchés ou lors d'événements publics. Cela reflète leur volonté de s'adresser à un public ancré localement, parfois éloigné des outils numériques, et confirme à nouveau leur inscription dans une logique de proximité.

Néanmoins, ce féminisme implicite ou pragmatique observé dans les associations rurales n'est pas un cas isolé, mais fait écho aux multiples formes de revendication de la cause des femmes et notamment à d'autres formes de féminisme “de terrain”, ancrées dans l'expérience, plutôt que dans l'idéologie⁶⁴.

Ce féminisme, forgé dans les expériences quotidiennes des femmes rurales, peut être éclairé par les apports de la théorie féministe du positionnement⁶⁵ (*feminist standpoint theory*), développée notamment par Nancy Hartsock, Sandra Harding et Dorothy Smith. Cette approche défend que les savoirs issus de positions sociales marginalisées offrent une perspective épistémologique privilégiée pour comprendre les rapports de domination. En partant des expériences concrètes vécues par les femmes, souvent invisibilisées par les discours dominants, il est possible de produire un “savoir situé”⁶⁶ qui n'est pas seulement descriptif, mais capable de révéler des aspects structurels des inégalités.

⁶⁴Chabassier, Joane, “Être, se dire, se faire dire féministe : des rapports au politique en tension au sein d'un espace de la cause des femmes”. Dans K. Bergès, F. Binard et A. Guyard-Nedelec, *Féminismes du XXI^e siècle : une troisième vague ?* (p. 207-219). Presses universitaires de Rennes, 2017.

⁶⁵Bracke, S., Puig de la Bellacasa, M. et Clair, I. “Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines”. *Cahiers du Genre*, 54(1), 45-66, 2013.

⁶⁶Haraway, Donna “Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle” dans *Des singes, des cyborgs et des femmes*, tr. Oristelle Bonis, éditions Jacqueline Chambon, 2009, p. 347.

À l'instar des *groupes de conscience* des années 1970, où des femmes mettaient en commun leurs expériences pour en dégager une lecture politique, les associations rurales étudiées transforment souvent des vécus individuels en ressources collectives : échanges entre pairs, formations internes, bibliothèques militantes, ou encore accompagnement solidaire. Comme l'exprime Dorothy Smith, il s'agit de "localiser" le savoir, de le construire à partir d'une position située dans un territoire, une classe sociale, une expérience de genre spécifique.

Cependant, cette production située comporte ses tensions. Comme l'ont montré les analyses intersectionnelles (Patricia Hill Collins, 1990), partir d'un point de vue situé n'implique pas automatiquement l'intégration de toutes les oppressions. Dans les associations étudiées, certaines thématiques (racisme, transidentités, validisme) restent peu présentes, soit en raison d'une faible diversité démographique, soit par choix stratégique dans un contexte local parfois peu réceptif.

Le témoignage suivant souligne également la faible diversité sociale et raciale des équipes associatives, qui tend à refléter la démographie locale. Une sorte de profil-type se dégage dans les entretiens : des femmes blanches, entre 25 et 60 ans, souvent issues des classes moyennes ou de milieux plus modestes, vivant dans des territoires ruraux, souvent peu divers.

"Mais aujourd'hui, on a toutes entre 30 et 45 ans, je pense. C'est quand même assez homogène. Et en même temps, on vit dans un territoire très homogène. Notamment en termes de mixité de classes... Pas de classes, non, pas tant que ça. Mais mixité, tu vois, des personnes racisées, ici, c'est... On est entre blancs, quoi. Comme dans beaucoup d'espaces ruraux. Du coup, notre équipe, elle reflète tout à fait la sociologie du coin, je crois."

Ainsi, des thématiques comme le racisme, les sexualités, les transidentités, le validisme, etc. sont peu présentes dans les discours. Une seule association se revendique ouvertement féministe intersectionnelle et quelques autres tentent d'ouvrir leurs actions à des minorités de genre, avec prudence et modestie :

"Tous les ans, on essaie d'enrichir un petit peu nos accompagnements, en allant se former par exemple sur la question des cyber-violences, par exemple sur la question de comment être alliés à des personnes trans et non-binaires... (...) On essaie aussi de se tenir un petit peu au jus (...) parce qu'autant on est toutes des meufs, autant on n'est pas toutes, loin de là, trans et non-binaires."

Cette volonté d'ouverture montre une conscience des limites de leurs approches. Il existe ici un point de tension intéressant : comment conjuguer ancrage local et ouverture à des problématiques minoritaires ou moins visibles dans les territoires ruraux ? Cette tension entre efficacité contextuelle et ambition politique pourrait faire l'objet d'une exploration plus poussée.

La théorie du positionnement, en valorisant les savoirs produits depuis les marges, offre ici un cadre pour penser ce féminisme rural comme une contribution à part entière aux luttes féministes globales, tout en reconnaissant les limites de son champ d'action.

Conclusion

Ce travail avait pour objectif d'interroger l'existence de spécificités propres aux engagements féministes en milieu rural et d'analyser la manière dont les associations, qu'elles se revendiquent ou non comme féministes, adaptent leurs actions à un territoire marqué par ses réalités sociales, économiques et culturelles.

L'analyse des entretiens et des observations menées montre que les hypothèses formulées au départ de cette recherche peuvent être confirmées : il existe bien des spécificités rurales qui influencent la manière dont se déploient les actions en faveur de l'égalité de genre. Les associations rencontrées doivent composer avec des contraintes propres à leur environnement : éloignement géographique, réseaux de transport limités, faible densité démographique, tissu associatif plus réduit, publics parfois éloignés des outils numériques, poids des sociabilités locales, ou encore forte interconnaissance qui peut freiner la prise de parole sur certains sujets sensibles, comme les violences sexistes et sexuelles.

Ces contraintes ne conduisent pas à un affaiblissement des mobilisations, mais à leur adaptation. Les associations développent des pratiques pragmatiques, souvent peu revendiquées comme féministes dans leur discours mais produisant des effets féministes dans leurs actes. Elles incarnent ce que l'on peut qualifier de "féminisme situé" : un féminisme façonné par un contexte géographique, social et culturel particulier, et qui puise ses ressources dans les expériences vécues des femmes, leur ancrage territorial et leurs trajectoires de vie. Le territoire n'est pas ici un simple décor, mais un facteur structurant de la compréhension et de la mise en œuvre de l'action féministe.

Pour autant, cette recherche met également en lumière des limites et nuances à apporter à cette lecture. D'une part, la diversité des territoires ruraux rend difficile toute homogénéisation : un village enclavé de montagne, une ancienne région industrielle en déclin, un bourg périurbain ou encore un village d'une région touristique ne présentent pas les mêmes dynamiques sociales, économiques ou politiques. D'autre part, la variété des associations rencontrées complexifie l'analyse : certaines sont des antennes d'organisations nationales ou régionales, dont les orientations et valeurs sont définies en milieu urbain, tandis que d'autres sont de petites structures créées localement, au fonctionnement plus souple et aux objectifs ancrés dans les besoins immédiats des habitantes. Enfin, mon échantillon reste restreint et ne prétend pas refléter l'ensemble des réalités rurales françaises.

Une autre limite tient au fait que ce mémoire ne propose pas de comparaison systématique avec les associations urbaines. Or, une telle approche, par des entretiens et observations en milieu urbain, aurait permis de mieux cerner les différences, les proximités et les éventuelles hybridations entre féminismes ruraux et urbains.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que les réflexions sur le féminisme situé en milieu rural en France trouvent des échos dans les travaux portant sur les femmes rurales dans d'autres pays, notamment dans des contextes postcoloniaux ou autochtones au Canada, au Brésil, en Inde, ou encore en Afrique de l'Ouest. Les recherches menées par Héloïse Prévost⁶⁷ montrent par exemple que, dans le Nordeste brésilien, les femmes rurales, majoritairement racisées, subissent des oppressions plurielles : sexistes, raciales, économiques, mais aussi agroc capitalistes, liées à la concentration des terres et aux violences perpétrées par les grands propriétaires. L'essor de mobilisations comme la *Marcha das Margaridas*, qui articule féminisme, agroécologie et souveraineté alimentaire, illustre la capacité de ces femmes à transformer leur expérience locale en projet politique national.

Ces expériences rejoignent, par certains aspects, ce que Marie-Lise Semblat nomme le "féminisme territorial" : un féminisme forgé dans et par l'action collective locale, valorisant le développement endogène, l'inscription dans un territoire, et la recherche d'alternatives au modèle économique dominant. Ce type de mobilisation, né d'initiatives locales plutôt que

⁶⁷Prévost, Héloïse, "Résistances, savoirs et expériences de femmes rurales : un numéro situé / situer un numéro", *L'Ordinaire des Amériques*, 233, 2024.

d'impulsions institutionnelles, met en avant une “pédagogie de l'action” où se tissent à la fois les identités féminines et l'identité du territoire⁶⁸.

Des points communs avec le féminisme rural français peuvent être identifiés : le rôle central des femmes dans la cohésion sociale, la mobilisation de réseaux informels, l'ancrage dans le quotidien et dans les besoins locaux, l'articulation entre enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Toutefois, la comparaison doit rester prudente. Les contextes socio-économiques et historiques diffèrent profondément : l'histoire coloniale, les rapports de domination raciale, la spoliation des terres, ou encore les violences politiques et économiques structurelles marquent de manière spécifique les luttes des femmes rurales dans ces pays.

En définitive, ce mémoire montre que le féminisme rural, qu'il soit explicite ou implicite, idéologique ou pragmatique, ne se comprend qu'en lien étroit avec le territoire et les réalités sociales dans lesquelles il s'inscrit. Reconnaître cette spécificité permet d'enrichir notre compréhension des multiples formes du féminisme et d'ouvrir la voie à des recherches comparatives, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

⁶⁸Semblat, Marie-Lise. “L'émergence du féminisme territorial”. Économie et Solidarités, 2015.

Bibliographie

Ouvrages et articles scientifiques

Agnoux, Perrine. *Du côté de chez soi. L'entrée dans la vie adulte des femmes de classes populaires dans les espaces ruraux*. 2022.

Agnoux, Perrine. “La précarité, une norme imposée aux jeunes femmes des classes populaires rurales”. *Nouvelle Revue du Travail*, 2023.

Alphandéry, Pierre, et Yannick Sencébé. “L'émergence de la sociologie rurale en France (1945–1967)”. In *Ruralia*, 1997, p. 23–40.

Ayats, Jean-François. “Les grands réseaux associatifs face aux mutations du monde rural”. *Pour*, vol. 201, no. 2, 2009, p. 84–91.

Bard, Christine. In saisissable féminisme. *Cités*, 73(1), 19-28, 2018.

Boisgontier, Margaux. *Violences conjugales en campagnes : spécificités et encadrement institutionnel*. Études de cas dans l'Orne et la Manche. 2022.

Bracke, S., Puig de la Bellacasa, M. et Clair, I. “Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines”. *Cahiers du Genre*, 54(1), 45-66, 2013.

Chabassier, Joane, “Être, se dire, se faire dire féministe : des rapports au politique en tension au sein d'un espace de la cause des femmes”. Dans K. Bergès, F. Binard et A. Guyard-Nedelec, *Féminismes du XXI^e siècle : une troisième vague ?* (p. 207-219). Presses universitaires de Rennes, 2017.

Coquard, Benoît. *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. Paris : La Découverte, 2022.

Dagorn, Julie. *Les femmes victimes de violences en milieu rural de la Nouvelle-Aquitaine*. Observatoire des violences sexistes et sexuelles, 2022.

Fillieule, Olivier, “Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, Post scriptum”. *Revue française de science politique*, . 51(1), 199-215, 2001.

Fonquerne, Léa. “Le travail féministe. Le militantisme au Planning familial à l'épreuve de sa professionnalisation”. *Revue des politiques sociales et familiales*, vol. 148, no. 3, 2023, p.

149–151.

Gallie, W-B., Traduit de l'anglais par Tinland, O. "Les concepts essentiellement contestés". *Philosophie*, 122(3), 9-33, 2014.

Hamidi, Camille, "Les raisons de l'engagement associatif Le cas de trois associations issues de l'immigration maghrébine." *Revue française des affaires sociales*, 149-165, 2002.

Haraway, Donna "Savoirs situés : la question de la science dans le féminisme et le privilège de la perspective partielle" dans *Des singes, des cyborgs et des femmes*, tr. Oristelle Bonis, éditions Jacqueline Chambon, 2009, p. 347.

Hartsock, Nancy, "The Feminist Standpoint: developing the ground for a specifically feminist historical materialism", in *Discovering reality: Feminist Perspectives on Epistemology, Metaphysics, Methodology, and Philosophy of Science*, 1983.

Hély, Matthieu. *Les métamorphoses du monde associatif*. Paris : PUF, 2009.

Herman, Elisa. "Militer en travaillant contre les violences conjugales". *Cahiers du Genre*, 2013.

Imbert, Marion. "Sortir de l'ordinaire. Transgresser un rôle féminin traditionnel dans une campagne populaire". *Études rurales*, no. 212, 2023, p. 66–85.

Jollivet, Marcel. "La vocation actuelle de la sociologie rurale". *Ruralia*, 1997.

Jutras, Anne. "Le militantisme en milieu rural et minoritaire francophone." *Reflets*, volume 23, numéro 2, automne 2017, p. 218–224.

Lagrange, Rose-Marie. *Se ressaisir. Enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*. Paris : La Découverte, 2021.

Laloy, David. "L'articulation des temps sociaux dans la profession d'assistant social : une question d'engagement subjectif". *Enfances, Familles, Générations*, no. 18, hiver 2013, p. 35–51.

Lambert, Christiane. *Le monde rural : réalités, difficultés et espoirs*. 2020.

Lemêtre, Claire, et Sophie Orange. "Les ambitions scolaires et sociales des lycéens ruraux". *Savoir/Agir*, septembre 2016.

Lodewick, Paul. “Les travailleurs de l’associatif sont-ils des salariés comme les autres ?”. *Les Politiques Sociales*, 2013, vol. 3–4, p. 71–81.

Loison-Leruste, Marie, et Matthieu, Hély. “Des entreprises associatives en concurrence : le cas de la lutte contre l’exclusion”. In Hély, M. et Simonet, M. (dir.), *Le travail associatif*. Paris : Presses de Paris Nanterre, 2013.

Mischi, Julian, Nicolas Renahy et A. Diallo. “Les classes populaires en milieu rural”. In *Campagnes contemporaines*. Paris : Éditions Quæ, 2016.

Mischi, Julian, et Nicolas Renahy. “Pour une sociologie politique des mondes ruraux”. *Politix*, vol. 83, no. 3, 2008, p. 9–21.

Neveu, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 2005.

Orange, Sophie, et Fanny Renard. *Des femmes qui tiennent la campagne*. Paris : La Dispute, 2022.

Prévost, Héloïse, “Résistances, savoirs et expériences de femmes rurales : un numéro situé / situer un numéro”, *L’Ordinaire des Amériques*, 233, 2024.

Regourd, Estelle. “Le phénomène associatif dans la recomposition territoriale”. *Ruralia*, 15, 2004.

Renahy, Nicolas. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. Paris : La Découverte, 2005.

Romerio, Alice, “Des féminismes de terrain : Politisations contrastées de l’éducation à la sexualité dans trois associations du Planning familial”, *Sociologie*, N° 4, vol. 13, 2022.

Ruralia. *Femmes et engagement dans le monde rural (XIXe–XXe siècles)*. Martine Cocaud et Jacqueline Sainclivier, 2007.

Semblat, Marie-Lise. “L’émergence du féminisme territorial”. *Économie et Solidarités*, 2015.

Terrisse, Gaëlle. *Genre et inégalités dans les espaces ruraux : “Les femmes qui font (la) campagne”*. 2023.

Vaillant, Christian. “Le dynamisme associatif en milieu rural. Exemple du plateau de Millevaches”, *Revue internationale de l’économie sociale*, n°323, 2012.

Venet, Thomas. *La jeunesse populaire en territoires désindustrialisés*. Université de Picardie Jules Verne, 2016.

Rapports, médias et documents institutionnels

Centre Hubertine Auclert. *Femmes et ruralités*. 2019.

DREES. *Grandir dans un territoire rural : quelles différences avec les espaces urbains ?*. Mars 2021.

Fédération Nationale Solidarité Femmes. *Les violences faites aux femmes en milieu rural*. 2016.

IFOP. *Jeunes des villes, jeunes des champs : la lutte des classes n'est pas finie*. 2019.

Mission de Cyril Cibert. *Rapport sur la vie associative en ruralité*. 2024.

Rapport du Sénat. *Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité*. 14 octobre 2021.

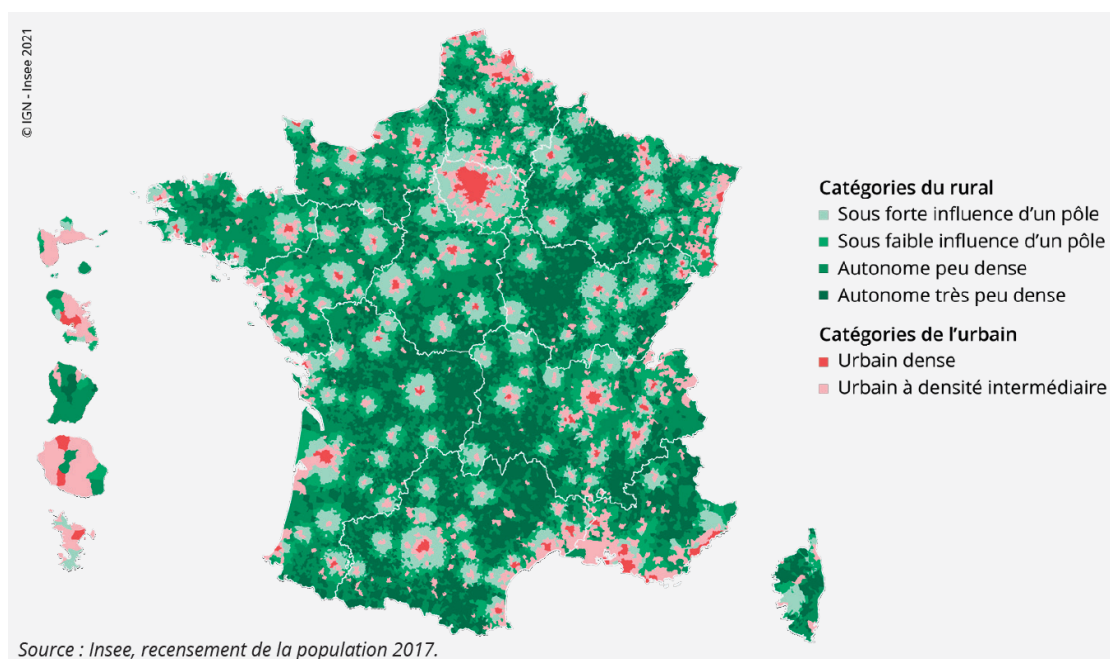
Solidarité Femmes. *Violences faites aux femmes en milieu rural : des actions adaptées à des spécificités*. 13 octobre 2023..

Sources médiatiques et podcasts

- *Les gars du coin. Les Couilles sur la table*, Binge Audio, 2023.
- *Les filles du coin. Genre, etc.*
- *Les couilles à la ferme. Les Couilles sur la table*, Binge Audio, 2023.
- *Les femmes, grandes oubliées des politiques rurales ? Le Temps du débat*, France Culture.
- *A la campagne, les zones blanches de la lutte contre les violences faites aux femmes*. France Culture, 8 mars 2024.
- *Agriculture et féminisme, une alliance heureuse. Basta.media*, 6 mars 2024.

Annexes

Carte des territoires ruraux



Sièges et permanences des associations rencontrées

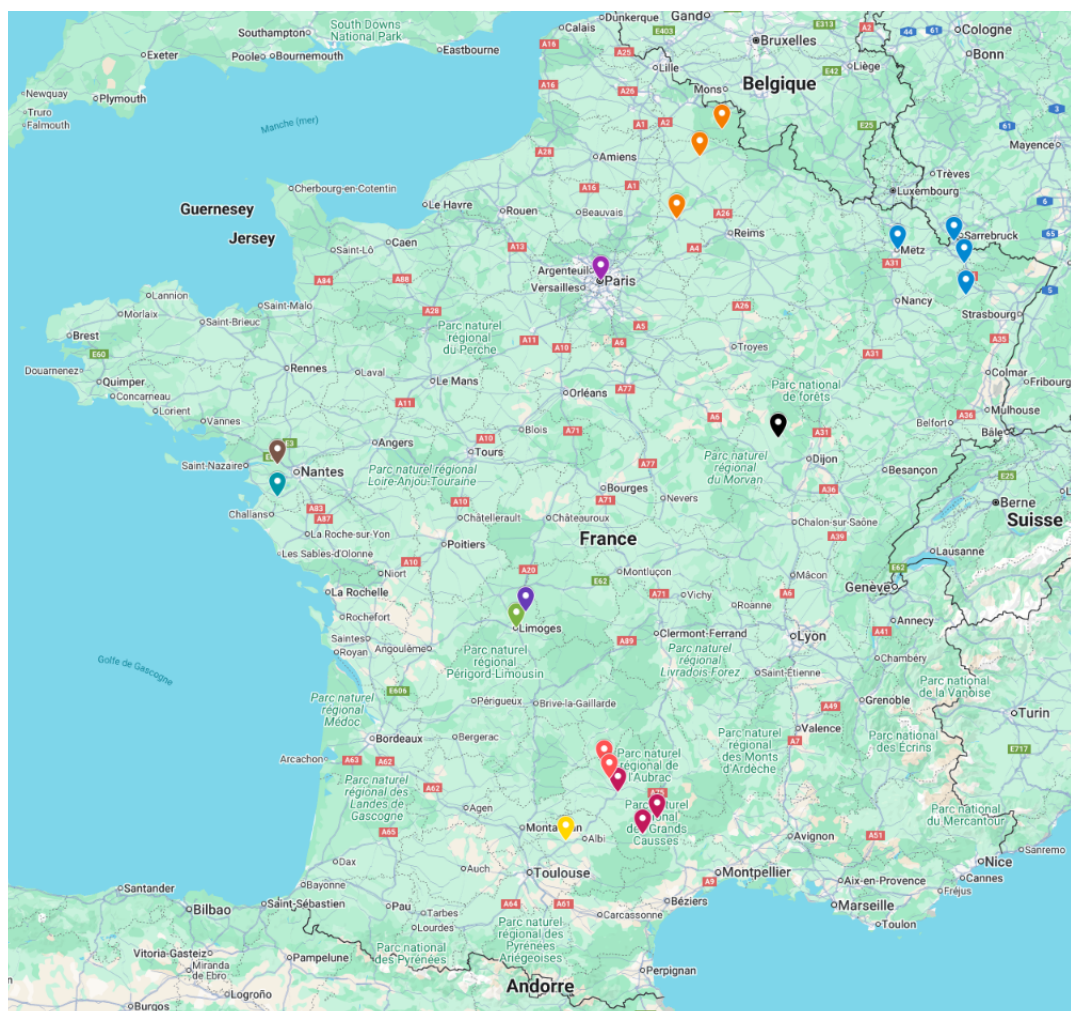


Tableau des secteurs d'activité dans les milieux ruraux

Des secteurs d'activité encore très peu mixtes

	Secteurs d'activité	Taux de féminisation (%)	Proportion dans l'emploi des communes rurales (%)	Proportion dans l'emploi des communes urbaines (%)
Secteurs les plus féminisés	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	83	10,4	6,9
	Activités pour la santé humaine	75	4,2	7,8
	Enseignement	67	6,3	8,1
	Autres activités de services	66	2,5	3,2
Secteurs les moins féminisés	Fabrication de matériels de transport	20	0,9	1,4
	Fabrication de machines et équipements (non compris ailleurs)	20	0,9	0,6
	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	17	2,5	1,2
	Industries extractives	17	0,2	0,0
	Construction	11	9,1	5,7

Source: Insee, RP 2016

Note: les communes rurales sont définies comme les communes « peu denses » et « très peu denses » de la grille communale de densité (Insee 2019)

Grille d'entretiens

1 - Création et organisation

(objectifs : connaître les motivations personnelles du projet et quelles ont été les sources d'inspiration/idées=>féminisme ? Lectures spécifiques ? Expérience personnelle ou familiale ?)

*Pourriez-vous me présenter cette association/initiative ?

*Pourquoi ce nom a-t-il été choisi pour votre association/initiative ?

*Où se situe le siège de cette association/initiative, avez-vous des succursales ?

*Comment s'est déroulée la création de l'association (démarches administratives, premières étapes) ?

*Qui a participé à la création (partenaires, collaborateurs, bénévoles) ?

*Comment l'association est-elle organisée (structure hiérarchique, répartition des rôles) ?

*Comment sont prises les décisions ? Qui y participe, et y a-t-il des spécificités liées au contexte rural ?

*Comment sont gérés les éventuels conflits internes ?

2 - Organisation de l'association/initiative et actions

(objectifs : trouver les spécificités d'une association/initiative rurale et populaire : en termes d'objectifs, d'actions, d'organisation...)

*Quels besoins spécifiques des femmes en milieu rural cherchez-vous à combler ?

*Quels sont les objectifs principaux de cette association/initiative ?

*Pouvez-vous me donner des exemples d'actions qui ont été menées ces dernières années ?

*Quels types de publics bénéficient de vos actions ?

*Quels sont les principaux défis ou obstacles rencontrés dans la gestion de l'association ?

*Rencontrez-vous des difficultés spécifiques liées au contexte rural (distance géographique, manque de ressources, accès aux services) ?

*Comment financez-vous les activités de l'association (subventions, dons, cotisations) ? Le contexte rural influence-t-il l'accès aux financements ?

Base militante

*Avez-vous des bénévoles ? Combien ?

*Avez-vous un lieu où vous vous retrouver avec ces personnes ? De quelles manières participent-elles à vos actions/activités ?

Communication et liens externes

*Travaillez-vous en partenariat avec d'autres associations locales, régionales ou nationales ? Pourquoi ?

*Comment communiquez-vous sur vos activités ?

Impact et évolution

*Quel impact pensez-vous que l'association a eu jusqu'à présent sur la société ou la communauté locale ?

*Avez-vous observé des changements dans votre environnement depuis la création de l'association ?

*Quels sont vos projets ou perspectives d'avenir pour l'association ?

3 - Liens de la personne répondante avec le milieu rural

(objectifs : savoir si la personne est d'origine rurale ou néorurale et l'importance que cela revêt pour iel)

*Quelles ont été vos motivations personnelles à vous engager dans ce projet ?

*Comment définissez-vous votre engagement personnel dans cette association (valeurs, causes défendues) ?

*Avez-vous toujours vécu en milieu rural ? Si oui, cela a-t-il influencé votre engagement associatif ?

*Comment définiriez-vous ce qui fait la ruralité d'un lieu ?

*Etiez-vous déjà engagé avant ce projet ? (association, politique...)

*Quelles influences (familiales, éducatives, sociales) ont contribué à forger vos engagements ou convictions ?

*Comment percevez-vous votre rôle en tant que fondateur·trice ou membre de cette association dans le milieu rural ?

4 - Réflexions personnelles

(objectif : voir si les objectifs sont liés sont féministes, les liens avec le féminisme en général)

*Comment percevez-vous la place des associations rurales dans le tissu social et politique local ?

*Que pensez-vous de la relation entre votre association et les pouvoirs publics (communes, départements) ? Quels sont vos objectifs en termes de lien avec ces pouvoirs publics ?

*Comment votre engagement associatif a-t-il influencé votre parcours personnel et professionnel ?

*Comment définissez-vous les valeurs que porte l'association ? Utilisez-vous le terme "féminisme" pour décrire votre action ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

*Utilisez-vous d'autres termes ou approches pour parler des droits des femmes en milieu rural ?

*Observez-vous un rejet ou une méfiance vis-à-vis du terme "féminisme" parmi les femmes avec lesquelles vous travaillez ? Comment cela influence-t-il vos actions et discours ?

*Quels moyens/vecteurs utilisez-vous pour vous informer sur vos objets d'action ? Pour améliorer vos connaissances sur ce sujet ?

5 - Présentation générale de la personne répondante

(objectif : connaître son origine socio-économique et son milieu social actuel)

*Pourriez-vous vous présenter en mentionnant votre âge, votre nationalité, vos pronoms/genre/sexe, votre profession, votre lieu de résidence ?

*Pourriez-vous m'indiquer la profession de vos parents ?

*Quel est votre parcours académique ?

*Quel est votre parcours professionnel ?